

L'audiocassette et ses usages

Un outil de communication
au service du développement rural

Editions du Gret
Ministère de la Coopération

Ce livre a également bénéficié de l'appui
du Centre technique de coopération agricole
et rurale **ACP-UE (CTA)**.

Ce guide pratique a été rédigé par Annie Jogand et Pascal Berqué, suite à l'étude *Audiocassettes et communication pour le développement* achevée en 1991 par Didier Chabrol et Elvia Restrepo, du Gret, avec l'appui du CTA et de la Fondation de France.

Dessins : Anne Marie Rossin

Introduction

L'audiocassette : un nouveau moyen de communication rapidement adopté par les promoteurs du développement.

L'apparition des audiocassettes date du début des années soixante. C'est la firme néerlandaise Philips qui diffuse largement, sous le nom de cassette, le petit boîtier dans lequel est logée la bande magnétique nécessaire aux enregistrements sonores. Avec la cassette, le magnétophone devient un instrument pratique, rapidement adopté par les amateurs.

Cependant, il faut attendre le milieu des années soixante-dix pour voir apparaître des magnétophones à cassette de qualité qui puissent s'intégrer aux chaînes haute-fidélité ou aux postes de radio portatifs. Au cours des années quatre vingts, le progrès technologique se poursuit : ce type de magnétophone est de plus en plus utilisé en reportage par les journalistes, qui délaissent progressivement le Nagra (et ses sept kilogrammes), magnétophone professionnel devenu la « norme » des stations de radio-diffusion.

Dès lors, le prix des cassettes, des magnétophones et des radiocassettes diminue en même temps que s'améliore leur qualité. Les progrès réalisés au niveau des piles assurent également une plus grande autonomie aux appareils. En moins de vingt ans, cette technologie nouvelle a atteint sa maturité et s'est répandue sur la planète entière sous la forme d'un standard unique.

Les promoteurs du développement s'emparent dès les années soixante, à un moment où la technologie est encore coûteuse et peu répandue, de l'audiocassette, perçue comme un média riche en possibilités d'animation. Chacun des courants de pensée y voit un moyen de remédier au déséquilibre social qui lui paraît le plus im-

portant : la résistance au changement qu'il s'agit de forcer par la persuasion, l'exclusion du débat de certaines catégories qu'il faut réintégrer dans l'espace de la communication, la désarticulation de la société entre détenteurs du savoir traditionnel et porteurs des savoirs modernes qu'il faut conduire à se respecter.

Le succès est rapide mais ne parvient pas réellement à s'inscrire dans la durée. Curieusement les utilisations de l'audiocassette en communication pour le développement semblent stagner, voire régresser, durant les décennies quatre-vingts et quatre-vingt-dix. Aujourd'hui on parle bien davantage de radio et de vidéo. L'outil n'est certes pas prestigieux, mais il est réellement populaire et ne peut que continuer à interroger ou à séduire.

Presque tout le monde possède un magnétophone à cassettes et l'utilise quasi quotidiennement pour diffuser et enregistrer les musiques qui passent sur les ondes autant que les manifestations culturelles et familiales. La maîtrise du matériel au niveau du village n'est plus à prouver ; elle est souvent naturelle, tant sur le plan de l'enregistrement que sur celui de la diffusion ou de la production des copies.

Le fait que l'audiocassette n'ait pas rencontré de succès retentissants en dehors de contextes de récréation et de propagande politique ou religieuse ne signifie pas nécessairement qu'elle ait atteint le plein développement de ses potentialités.

Aussi est-il important de s'interroger sur les spécificités techniques de l'instrument afin de les mettre en rapport avec les usages qu'il privilégie et les contraintes qu'il entraîne.

La proposition technique est simple, elle permet un accès direct à un message riche en informations pour des populations en grande partie analphabètes. Elle est, au même titre que d'autres (radio, téléphone) un mode privilégié de transmission des expressions et des cultures orales.

Elle est plus spécifiquement dotée de caractéristiques qui en font un outil de proximité, facilitant prioritairement la communication entre les personnes et les groupes. Ses marques de distinction ne sont pas négligeables :

♦ *La facilité de la reproduction*

Diffuser 2 000 cassettes peut se faire en distribuant une copie à vingt personnes chargées chacune de remettre une copie à dix personnes devant elles-mêmes réaliser dix copies. Rien n'empêche la boule de neige d'aller plus loin encore, le tout sans aucun équipement spécialisé, si ce n'est un cordon apte à raccorder deux audiocassettes. Le message peut ainsi se diffuser rapidement par des intermédiaires peu qualifiés ; au bout de la chaîne il aura beaucoup perdu en qualité, mais la cassette sera encore présente sur les marchés et proposée par les vendeurs ambulants.

♦ *La durabilité du message, associée à la possibilité de fractionnement et de répétition de l'écoute*

L'information est là, dans la boîte, elle est mise à libre disposition. Quel que soit son mode de vie, ses contraintes de travail ou ses heures de loisir, le destinataire peut prendre connaissance du message au moment qui lui convient. Il peut aussi l'interrompre, le reprendre ou le répéter quand il le souhaite.

♦ *L'adaptabilité*

L'audiocassette est mobile, en cela elle diffuse une information susceptible de se décentraliser, de s'orienter vers des publics spécifiques, de se traduire en une pluralité de langues, de parvenir en des lieux isolés ou insolites.

♦ *La faculté de reproduction*

La plupart des lecteurs de cassettes sont aussi des enregistreurs. Le canal de distribution qui a apporté la cassette à l'auditeur peut être utilisé par celui-ci pour retourner une autre parole à l'émetteur, les plaçant théoriquement tous deux en position d'équivalence. Les possibilités d'écoute collective, de réécoute et de fractionnement laissent également le temps d'une réflexion sur les contenus et favorisent l'échange de propos élaborés.

♦ *La capacité de mémoire*

L'audiocassette est l'outil idéal de conservation des savoirs oraux. La parole, par l'intermédiaire du microphone et du magnétophone, s'enregistre directement et exactement sur la bande de l'audiocassette, constituant alors une mémoire particulièrement adaptée aux cultures orales.

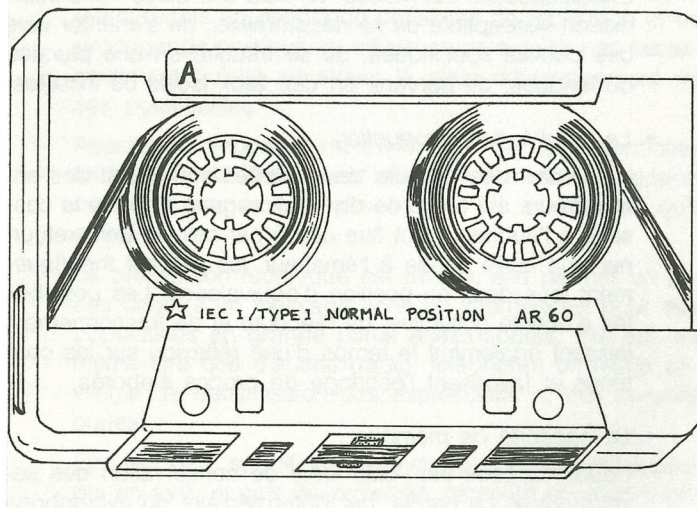
Ce sont ces spécificités qui ont conduit à privilégier un certain nombre d'usages qu'illustrent les exemples qui vont suivre et qui se regroupent en trois grandes thématiques :

- l'information ;
- la communication interactive ;
- la mémoire du monde rural.

Cette classification n'est retenue ici que par commodité d'analyse. En effet, dans la réalité, ces fonctions se répondent et s'emboîtent fréquemment ; leur séparation est théorique et se justifie surtout par le souci de guider le cheminement du lecteur.

La littérature concernant l'utilisation des audiocassettes en communication pour le développement n'est pas très abondante. Les documents recueillis sont de qualité inégale, très souvent descriptifs et faisant rarement état des résultats. Il reste qu'ils ouvrent des pistes pour l'inscription de l'outil dans de nouvelles stratégies, au sein d'approches plus globales, en complément à d'autres médias.

L'audiocassette : un média de poche



L'information

Sous ce titre sont rassemblées les situations de communication qui permettent de véhiculer des idées et d'ouvrir au monde, d'organiser des campagnes de sensibilisation, de faire connaître des techniques et services nouveaux.

L'INFORMATION⁽¹⁾ JOURNALISTIQUE

De toute évidence, un certain nombre de facteurs limitent l'aire de diffusion, de réception et d'appropriation de la presse écrite et radiodiffusée dans ses formes traditionnelles :

- l'analphabétisme qui freine l'accès aux documents écrits ;
- la multiplicité des particularismes culturels et linguistiques, difficilement prise en compte par les médias de masse ;
- le monopole de l'Etat sur les structures et systèmes de production et de diffusion d'informations.

L'audiocassette, outil adaptable et très répandu peut se glisser dans d'autres espaces et apparaître comme un média alternatif pour des groupes qui se trouvent mis à l'écart pour des raisons culturelles, sociales ou politiques.

(1) Voir lexique.

Au Mali, le groupe Jamana édite des cassettes en langues nationales

Cette ONG malienne dispose sans doute du département information et communication le plus important du Mali. Elle utilise de nombreux supports écrits, parmi lesquels :

- *Grin-Grin*, magazine mensuel en bandes dessinées, tiré à 2 000 exemplaires ;
- des journaux illustrés, portant sur des thèmes précis ;
- *Les Echos*, bimensuel au tirage de 25 000 exemplaires, l'un des meilleurs succès de la presse africaine.

Jamana écrit et imprime en français, langue qui pénètre difficilement les couches populaires et les campagnes. Pour remédier partiellement à cela, *Jamana Sorofé* a été lancé en 1986 en ces termes :

« Sorofé signifie rossignol en bamanan. C'est le nom de cet oiseau, qui prédit par son chant les événements de la journée en période hivernale, qu'a choisi le journal parlé de la coopérative culturelle d'édition et de diffusion Jamana pour produire et diffuser des cassettes culturelles, scientifiques et techniques en zones urbaines et rurales. »

Ses objectifs :

Edité dans les langues nationales, avec des numéros spéciaux en langues étrangères, Sorofé veut briser la barrière linguistique entre concepteurs, décideurs et populations, entre les bailleurs de fonds et les paysans, entre les virtuoses de la plume et les maîtres de la parole, afin d'instaurer un réel débat pour la promotion d'une culture au service du développement.

C'est également un moyen d'archivage de la tradition orale, une mémoire pour l'écriture et la radio communautaire.

Sa démarche :

Sorofé utilise l'oralité traditionnelle comme technique d'enseignement. Cela implique l'utilisation des langues du milieu, mais aussi le concours des éducateurs traditionnels et de la psychopédagogie endogène. Il propose aux populations rurales et urbaines un enseignement scientifique et socio-culturel visant à élargir leur compréhension du monde, à favoriser la maîtrise des paramètres du développement,

à améliorer leurs conditions de vie ».

Jusqu'ici, Jamana Sorofé a édité une trentaine de documents sonores, reproduits chacun entre 1 000 et 1 500 exemplaires selon le thème traité⁽¹⁾. Quelques titres :

♦ *Origine et fonction sociale du griot*

Table ronde avec quatre griots, les plus anciens et les plus célèbres du Mali, deux hommes (Baroumana Sissoko et Djeli Baba Sissoko) et deux femmes (Fanta Damba Koroba et Siramory Diabaté).

♦ *La signification des prénoms bamanan*

Yritié Bagoyoko, chercheur en traditions orales explique, comment le bamanan attribue les noms de baptême selon le jour de la semaine, le lieu, l'ordre de naissance, l'événement social dominant à ce moment, les conditions de délivrance, etc., et comment le nom détermine le caractère, voire l'avenir de l'enfant (en deux volumes).

♦ *Sida*

La commission nationale de lutte contre le sida au Mali, composée de docteurs et d'éminentes personnalités, s'est fixé comme objectif de circonscrire le fléau par une sensibilisation et une formation accrues des populations. Des spécialistes interviennent et expliquent.

♦ *Sensabana*

La poliomyélite, cette terrible maladie qui a paralysé tant d'enfants peut être évitée à condition qu'ils soient vaccinés à temps. D'excellents comédiens sensibilisent sur ce thème, dans un décor plein d'humour.

♦ *Musa ka gèrèntè fangan binni*

Le dernier discours en bambara du général Moussa Traoré, que la presse a refusé de diffuser, a suscité beaucoup de remous quand Jeune Afrique en a publié une traduction, Sorofé intervient pour apaiser les esprits et interroge les acteurs qui ont contribué à la chute du régime dictatorial.

(1) Le procès de Moussa Traoré a fait l'objet d'une cassette éditée à 7 000 exemplaires.

♦ *Ponpe kòlon lahala*

Le cercle de Boukouni connaît de sérieux problèmes d'eau. Le projet Helvetas veut organiser une animation autour des pompes. Sorofé vient en aide.

En France, un journal parlé breton

Voici ce qu'écrit Loïc Barbedette dans le numéro 7 de la revue *Pour* publié en 1981 :

« Le pays plin est un pays pauvre, vivant de la production du lait et de la viande. On y trouve les rendements les plus faibles à l'hectare et les coûts d'exploitation les plus élevés du département. Il est isolé, composé de petites communes en voie de décomposition. On y parle majoritairement breton, on y pratique des coutumes spécifiques ; il en découle une conscience de pays particulière, qui se traduit chez les anciens par un réflexe de conservation des traditions et chez les plus jeunes par une volonté grandissante de ne pas s'expatrier. Les générations intermédiaires ont pactisé tardivement avec les temps modernes en agrandissant les exploitations, en faisant du « hors-sol » ou en quittant le pays.

Ceux qui restent ou reviennent s'inquiètent de ce manque de créativité qu'ils expliquent par le véritable complexe ethnique qui paralyse la Bretagne, réprimée et culpabilisée dans la pratique de sa langue depuis un siècle.

Pour retrouver l'imagination indispensable au réveil de ce pays, il faut qu'il cesse d'être honteux de la seule richesse qui lui reste : sa culture.

Il s'agit d'abord de réagir contre les schémas éducatifs uniformisants et sectorialisants, qui imposent les mêmes repères à l'enfant de Lille et à celui de Lanrivain.

Il s'agit ensuite de retrouver une éducation permettant à chacun de se situer et d'être créateur. Or, l'isolement actuel, accentué par le découpage administratif, rend impossible un réveil culturel.

*Une réalisation tente de rompre cet isolement, c'est un journal parlé breton, le *Kazetenn ar vro Plin*, qui édite chaque mois une cassette d'une heure et la distribue à trois ou quatre cents abonnés, selon les années.*

Le contenu de base est culturel : des contes, des chants, des « chose vécuës restant dans la mémoire des gens », des savoir-faire traditionnels. Mais on y trouve aussi des échos de la vie actuelle : le commerce à la campagne, un concours de danse plin. Des dossiers sont ouverts sur les problèmes brûlants : la construction contestée d'un barrage, le procès de jeunes agriculteurs de Trémargat, les difficultés de l'élevage du porc, les licenciements dans une entreprise de Guingamp... Des informations utiles sont distribuées : la création d'une association, l'organisation d'une manifestation culturelle...

Tous les éléments sont enregistrés en breton et à domicile par l'animateur du journal qui prépare les numéros en lien avec le sivom⁽¹⁾ puis réalise le montage et la duplication des bandes, dans les combles d'un ancien presbytère. La présentation de chaque numéro est assurée par un habitant. Coût de lancement : 100 000 francs.

Trois ans plus tard, la matière s'accroît encore, ce qui permet de préparer des numéros à thèmes. Le contenu évolue, la part de l'actualité locale augmente, le journal s'ouvre à l'extérieur : une femme décrit l'agriculture sur les rives de la mer Noire, un homme parle de son vécu en Afrique, un autre du statut des Indiens au Québec... Quelques abonnés envoient même des éléments d'émissions qu'ils ont enregistrés avec leurs magnétophones personnels.

Ce journal parlé attire l'attention du greta de Lannion, qui cherche une zone pour lancer une expérience de formation continue en milieu rural. Les premiers résultats sont là : le parler plin réapparaît dans les conversations ; grâce aux cassettes, il a retrouvé son forum et sa littérature. Des manifestations bretonnes (fête des jeux bretons, concours de sonneurs) sont organisées par des associations qui refusaient auparavant d'en prendre le risque. Une salle des fêtes est construite pour accueillir les festounoz de Lanrivain, désormais célèbres dans toute la Bretagne. Les jeunes professionnels ont un moyen de communication et de lancement d'initiatives.

L'expérience se diffuse hors du pays : des collecteurs de tradition orale voient dans le journal un moyen de toucher les détenteurs du patrimoine culturel échappant aux

(1) Syndicat intercommunal à vocation multiple.

méthodes classiques. Des organes d'animation découvrent les capacités d'entraînement de ce mensuel et les possibilités qu'il offre pour « faire de l'animation sans animateurs ». Un peu partout des cassettes ponctuelles sont réalisées à partir des moyens logistiques de Lanrivain et des projets prennent corps : journaux de pays en zone bretonne ou gallo, journal régional des maisons de retraite à Saint-Brieuc, journal des Gitans et Maghrébins à Nantes. Une fédération des journaux sur cassettes se met en place, elle veut notamment créer un atelier régional de communication orale de Bretagne.

Est-ce l'efficacité d'un média, ou celle d'un système, qui a joué ? L'efficacité des cassettes, ou celle de la parole orale : bouche à oreille, discussions, réunions, veillées, etc. ? »

♦ Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter au document n° 1 de la bibliographie en fin de l'ouvrage.

En Afrique du Sud : tirer parti des audiocassettes comme un moyen de communication de masse

La Cassette Education Trust (CASET) est un programme de services communautaires exerçant ses activités depuis la zone industrielle de Salt River, au Cap, en Afrique du Sud.

La radiodiffusion étant régie par l'Etat, la CASET a dû distribuer elle-même les audiocassettes qu'elle avait réalisées. En d'autres circonstances, celles-ci auraient dû être diffusées sur les ondes. Les propos qui suivent sont extraits d'un article de « La passion radio » (P. Berqué. E. Foy, B. Girard, éditions Syros). Ils consistent en un collage de notes historiques, de documents et d'extraits d'une interview accordée à Diarmuid Mc Lean par le fondateur du programme de la CASET, Edric Gorfinkel.

« Les audiocassettes sont déjà un support populaire servant à l'écoute de la musique. Mais elles peuvent aussi véhiculer autre chose : de la poésie, des histoires, de la tradition orale, des discours, des débats, des sermons, des cours, des entrevues etc. Elles peuvent servir de

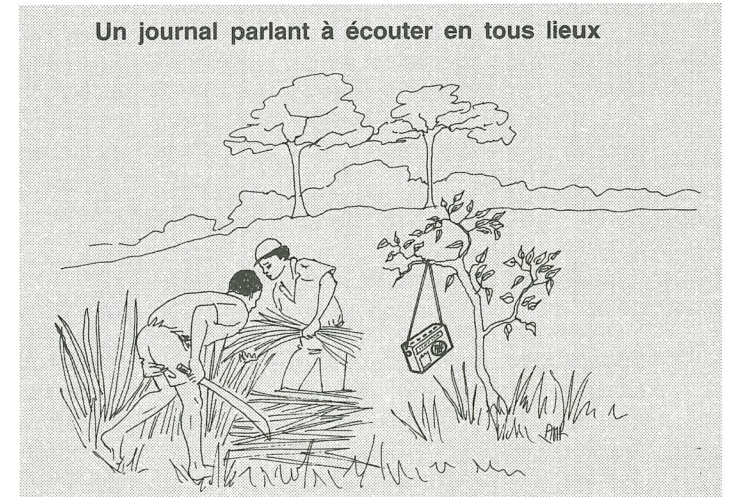
support à des analyses de l'information ou à des questions d'actualité. Elles peuvent même prendre la forme d'un véritable « journal parlant ».

« L'Etat régit toujours la radio et la télévision, mais il ne peut réglementer la distribution des audiocassettes. La mainmise étatique sur l'information, qui ne peut que mener à l'impuissance populaire, nous oblige à recourir à tous les moyens de communication accessibles afin de lutter pour une Afrique du Sud libre, unifiée et prospère. »⁽¹⁾

■ Des journaux parlants

Février 1988. Le programme pilote du journal parlant (The talking Newspaper Pilot Project – TNPP) est mis sur pied pour servir de banc d'essai à l'utilisation des audiocassettes comme outils de communication de masse. Le TNPP se déroule en plein état d'urgence nationale alors que les médias sont bâillonnés par la censure. Il démarre donc sous des allures inoffensives et se présente à la fois comme « un moyen de donner aux handicapés visuels un accès à la presse écrite » et comme un exercice didactique réalisé dans le cadre du programme communautaire d'éducation des adultes (CAEP), de l'Université du Cap.

Un journal parlant à écouter en tous lieux



(1) Extrait de la brochure de la CASET : L'audiocassette : l'équivalent de la radio sous forme de technologie appropriée (The appropriate technology equivalent of radio). Juin 1989.

Juin 1988. La plus grande partie du contenu des « journaux parlants » est tirée des hebdomadaires indépendants. Face aux commentaires des auditeurs, ces journaux recourent de plus en plus au direct, les organisations communautaires et les activistes deviennent leur principal public.

■ Un réseau d'audiocassettes

Juin 1989. L'appui croissant des organisations progressistes conjugué à la multiplication des actes de désobéissance au régime répressif Botha/Malan conduit à la création d'une organisation chargée de la réalisation d'audiocassettes, la Cassette Education Trust : CASET.

Pour la première année, le financement de la CASET est assuré par le fonds d'aide international catholique écossais (Scottish Catholic International Aid Fund – SCIAF). Le conseil d'administration est composé de membres en vue de la communauté, issus des secteurs des arts et de la culture, de l'éducation, des médias. Les locaux sont choisis, le matériel acheté et les bureaux ouverts. Le travail commence.

■ Des cassettes d'éducation politique et... de poésie

Juillet 1989. L'enregistrement de conférences, autre trait caractéristique de la nouvelle Afrique du Sud, devient l'une des principales sources de revenus de la CASET. Son intervention lors du Congrès des écrivains, coorganisé par l'IDASA (Institut pour une solution démocratique en Afrique du Sud) et par l'ANC (Congrès national africain), à Victoria Falls, au Zimbabwe, demeure mémorable.

Edric Gorfinkel :

« La campagne de désobéissance n'en était qu'à ses débuts. L'ANC était toujours illégale. Les organisateurs du Congrès des écrivains voulaient que les travaux de Victoria Falls soient enregistrés et réunis dans un livre. Nous leur avons dit : « Assumez seulement nos frais de déplacement et nous réaliserons des émissions à partir du congrès ».

Pendant trois heures, la soirée poésie a réuni les plus célèbres des poètes sud-africains. C'était incroyable, il y

avait là : Willie Kgositsile et Breyten Breytenbach, Antjie Krog, Wally Serote, Ingrid de Kock et Hein Willemsse, devenu plus tard administrateur de la CASET... des gens vraiment remarquables.

Nous avons réalisé :

– deux cassettes littéraires : une de poésie : « Musi oa Tunye »⁽¹⁾ ; une de poèmes en prose et de contes avec Vernie February et Albi Sachs.

– une cassette portant sur le thème du congrès proprement dit : le discours de Breyten Breytenbach « Mon écriture fait-elle partie de la littérature sud-africaine ? », propos principalement adressés aux Afrikaners ; celui de Willie Kgositsile « Le rôle de l'écrivain exilé dans la lutte pour la libération nationale ».

Par ailleurs, la campagne de désobéissance a fait l'objet de matériels dont la teneur était plus spécifiquement politique.

En ce qui concerne l'ensemble de notre activité, elle s'est appuyée sur trois méthodes de distribution de cassettes : tout d'abord, nous en vendions un certain nombre, comme « L'ANC parle » et « Mandela parle »... ensuite, nous réalisions des émissions avec d'autres organismes qui s'occupaient de la distribution ; enfin, les gens faisaient beaucoup de copies. Une chose ne fait aucun doute : les copies faites par des individus et des organismes a permis d'atteindre beaucoup plus de gens que la vente de cassettes.

En effet, en Afrique du Sud, les gens dépensent pour une cassette s'ils sont engagés dans la lutte. Celles qui se vendaient le mieux étaient les plus politiques. Nous avons réalisé une série de cassettes contenant des séminaires d'éducation politique sur divers sujets : elles sont toujours très demandées. Mais les plus populaires restent les bandes musicales comme Chorimba et La liberté chante ».

■ Des copies de dixième génération

Octobre 1989. Une campagne de masse est lancée pour défier les autorités après les dernières élections racistes.

(1) Musi oa Tunye : La fumée qui tonne, nom indigène du Zimbabwe, pour désigner les chutes Victoria.

Cette seconde campagne de désobéissance précède l'avènement de la nouvelle Afrique du Sud de De Klerk, deux ans avant que les opposants ne s'assoient à la table de négociation. C'est la période de grande activité de la CASET.

Edric Gorfinkel :

« L'Histoire se déroulait sous nos yeux, nous enregistrons tout ce qui se passait : les discours, les impressions populaires, les toyi-toyi⁽¹⁾. La réaction des organisateurs était la suivante : « Bonne idée, allons-y, ce nouveau média a de l'avenir, les gens des zones rurales pourront entendre les manifestations auxquelles ils ne peuvent assister ».

Les cassettes étaient réalisées en collaboration avec le Front démocratique uni (United Democratic Front – UDF), en dépit de son interdiction.

A l'origine, nous devions en faire sept copies destinées à être expédiées aux sept bureaux de l'UDF. Selon les réactions de l'UDF, nous devions décider des moyens de procéder à la distribution.

Les cassettes ont bien été expédiées, mais compte tenu des événements qui faisaient rage, aucune réunion de coordination ne s'est tenue à l'UDF.

Nous n'avons donc pas distribué d'autres cassettes, mais ces sept-là ont réussi à toucher le pays tout entier. Les gens faisaient des copies. Des personnes nous disaient : « Je crois que c'est vous qui avez fait cette cassette ». A l'écoute, c'était parfois une copie de dixième génération ».

■ **La réalisation d'une cassette tient plus de la publication d'un livre que de la radio**

Février 1990. Une volte-face spectaculaire de la part du gouvernement De Klerk, la levée de l'interdiction des mouvements révolutionnaires, la libération de Nelson Mandela, voilà le nouveau contexte dans lequel évoluent les organisations démocratiques.

(1) *Toyi-toyi* : manifestation comportant de la danse et des chants.

La CASET se doit de reprendre son objectif à long terme et réorienter ses efforts vers son projet de radio communautaire.

Edric Gorfinkel :

« Je croyais vraiment que l'audiocassette pouvait représenter l'équivalent de la radio en termes de technologie appropriée, ce n'est pas le cas. La réalisation d'une cassette tient plus de la publication d'un livre que de la radio.

L'usage le plus pertinent de l'audiocassette est la formation traditionnelle en complément à des éléments visuels. Elle convient tout à fait à l'enseignement à distance mais son potentiel est loin d'avoir été exploité.

La CASET a notamment contribué à sensibiliser les gens à l'importance de la radio. Tous les partis politiques reconnaissent aujourd'hui la nécessité que la radiodiffusion soit chapeauté par un organisme indépendant. Selon moi, la CASET a contribué de façon essentielle à ce que cela devienne une priorité »...

La cassette, expérimentée ici comme un véritable équivalent de la radio, se voit finalement réduite à remplir une fonction d'auxiliaire de la formation. Etrange cheminement pour ce petit média qui aurait sans doute pu trouver sa place dans un programme de radio communautaire après avoir prouvé qu'il était tout de même un formidable outil d'information et de participation des populations à l'événement.

● **Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter au document n° 2 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.**

L'INFORMATION-SENSIBILISATION

Phase préalable à toute tentative de mobilisation sociale, la sensibilisation⁽¹⁾ vise à déclencher une attention et à provoquer un questionnement sur des idées et des comportements intéressant la collectivité. Pour bien faire sen-

1. Voir lexique.

tir l'importance de changements à opérer, on aura souvent recours à une approche de type publicitaire, s'adressant plus à l'émotion qu'au raisonnement, s'appuyant sur une connaissance des manières d'être et d'agir, s'attachant à la mise en forme et en scène. D'où l'élaboration de messages fortement particularisés, associant brièveté et séduction, destinés à être repris et réentendus pour être mémorisés.

La cassette s'ajuste aisément aux caractères d'un groupe ; elle facilite aussi le découpage en séquences et les écoutes à répétition.

Au Guatemala : persuader les femmes qui s'attardent au lavoir

Financé par l'Organisation Pan Américaine de la Santé, le projet concerne l'éducation des femmes dans les domaines de la nutrition et de l'hygiène. Il se déroule sur une plantation de café de la côte pacifique du Guatemala, au cours de l'été 1975.

Bien que leur influence sur la famille soit déterminante, les femmes sont difficiles à réunir du fait de leur charge de travail dans la journée et de leur fatigue le soir. Toutefois, elles passent beaucoup de temps ensemble au lavoir, elles y parlent de leur vie et en font un véritable « centre informel de communication ». D'où l'idée de concevoir pour elles des programmes éducatifs agréables à écouter pendant les heures de lessive, portant par exemple sur :

- *l'allaitement et le sevrage* : « *L'allaitement est bon pour les enfants, mais la maman doit manger du riz, des légumes verts, des tortillas, des haricots...* » ;
- *les aliments à haute valeur nutritive* : « *L'incaparina est aussi riche que le lait, c'est bon pour tous les membres de la famille, voici comment l'utiliser dans les plats...* » ;
- *l'hygiène* : « *Pour se protéger des infections parasitaires, lavez vos mains avant de toucher les aliments, de les cuisiner et de les manger...* ».

Une enquête préalable permet de recueillir des données importantes sur les habitudes alimentaires, les maladies et causes de mortalité, l'éducation et les soins apportés aux enfants, etc. Les habitants de la plantation, interviewés à ce moment-là, livrent également les petites histoires de la communauté, les paroles vraies et les indispensables références au patrimoine culturel.

Forts de ces matériaux, des spécialistes réalisent des cassettes de trente minutes articulées sur le schéma suivant :

- un feuilleton contant les aventures d'une famille de planteurs, les *Alvarez*. A la fin de chaque épisode, une voix fait autorité et résume les principaux points à retenir ;
- des annonces pratiques relatives au sujet du jour ;
- des chroniques du quotidien : interviews, sketches, anecdotes... ;
- un exposé : intervention d'un spécialiste apprécié par la communauté ;
- un dialogue en forme de questions-réponses introduit la conclusion et la voix off résume le tout.

Cette trame est fractionnée en séquences de huit minutes à l'intention des femmes qui ne font que passer pour prendre de l'eau. Un nouveau thème est introduit chaque jour.

Betty, une jeune adolescente, est responsable de la circulation du programme. Chaque matin, elle va de lavoir en lavoir, installe l'appareil et met la cassette en route ; puis elle recommence sa tournée pour une seconde diffusion. Betty a appris en moins de cinq minutes à faire marcher les magnétophones et à changer les piles.

Toutes les femmes ont aimé écouter et apprendre de cette façon. Elles ont souvent demandé une prolongation des séances l'après-midi et ont regretté que le programme prenne fin. Presque toutes ont affirmé que le programme était clair, crédible et utile, non seulement parce qu'il délivrait des informations importantes mais aussi parce qu'il expliquait toujours pourquoi il était préférable d'agir de telle ou telle façon. Certaines ont souligné que les récits étaient amusants. Une femme a expliqué qu'ils « révélaient » un certain nombre de choses et une autre

a demandé combien coûterait l'achat d'un appareil, tant le lavoir serait triste sans cassettes.

L'évaluation montre un gain d'information important : toutes les femmes qui avaient écouté, au moins occasionnellement, la cassette étaient capables de répondre aux questions précises qui leur étaient posées. Il est plus difficile de savoir si ces connaissances ont été acquises durablement.

La moitié des femmes ont expérimenté les recettes qui leur étaient proposées, mais les habitudes culinaires ont-elles vraiment changé ? Compte tenu de la courte durée du projet, l'évolution effective des comportements n'a pas pu être appréciée.

• **Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter aux documents n°s 21 et 30 de la bibliographie, à la fin de cet ouvrage.**

Autre exemple

■ *En Inde, dans les centres de soins (1977)*

Durant deux années un projet d'éducation sanitaire a permis de diffuser, auprès des populations Bilhs illettrées, et grâce aux audiocassettes, une information sur les problèmes de santé et de nutrition. L'écoute s'effectue soit collectivement lors de la visite des patients aux hôpitaux et centres de santé, soit individuellement au foyer, lorsque les infirmières leur confient des cassettes.

Les groupes d'écoute réunissent une dizaine de personnes et sont animés par des infirmières. Lors de ses séances les messages éducatifs diffusés sur cassettes font parfois l'objet d'une animation complémentaire (spectacles de marionnettes et affiches) avant d'enclencher une discussion-débat. Les programmes enregistrés sont soigneusement élaborés par un groupe interdisciplinaire et comprennent toujours une information religieuse spécifique aux Bilhs.

• **Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter au document n° 22 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.**

L'INFORMATION - VULGARISATION

Lorsqu'il s'agit de propager le plus loin possible des savoirs de nature technique et scientifique destinés au plus grand nombre, il est pratique de disposer d'un instrument mobile apte à faire éclater les lieux et moments habituels de diffusion et d'écoute.

Les actions d'information - vulgarisation⁽¹⁾ relatées ici peuvent également faire des emprunts aux techniques publicitaires, mais elles montrent avant tout que l'audiocassette s'avère très utile pour :

- impliquer, dans la transmission de notions techniques plus ou moins complexes, des communautés qui se singularisent par leur mode de vie et de déplacement, leurs espaces de rencontres, leurs idiomes ;
- démultiplier des campagnes multimédia, les relayer au-delà d'une couverture géographique délimitée, en accroître le rayonnement social.

Au Bénin: le jour de marché, des éleveurs peuhl s'enseignent mutuellement

Ceci se passe au Bénin, dans le cadre du Projet de développement pastoral intégré dans le Borgou, financé par le PNUD et exécuté par la FAO (1990).

Dans son ensemble, l'opération vise à promouvoir l'intégration de l'élevage et de l'agriculture dans une région où l'expansion des cultures vivrières et de rente se conjugue avec l'accélération du processus de sédentarisation des éleveurs.

En 1991, il paraît important d'améliorer quantitativement et qualitativement les activités de vulgarisation en direction des éleveurs. Les audiocassettes figurent alors parmi les supports retenus au sein d'une large panoplie multimédia.

(1) Voir lexique.

Les audiocassettes sont en effet déjà très utilisées par les trois grands groupes ethniques peuhl, bariba et gando et surtout « les messages peuvent être enregistrés par les éleveurs et agro-éleveurs eux-mêmes, en correspondance aux idiomes locaux. Aux dires d'un linguiste très réputé dans l'aire du projet, le Père Quillet, il existe une différence très importante entre le fulfuldé de Parakou et ceux de Kalala, Nikki et Segbana. D'où l'exigence de produire des messages adaptés à chaque région ».

Écoutons Jean-Yves Claveul consultant en communication de la FAO :

« Nous avons eu l'occasion d'expérimenter les audiocassettes lors d'une animation portant sur l'enrichissement de l'alimentation des bovins en saison sèche. La séance se déroulait le jour du marché dans un magasin d'approvisionnement très fréquenté par les éleveurs. Une vingtaine d'entre eux étaient rassemblés et le chef de secteur présidait la rencontre. A l'aide d'un micro sans fil accordé sur une fréquence FM, nous avons utilisé l'amplificateur d'un poste de radio pour donner toute sa résonance et son caractère officiel à cette réunion que nous avons enregistrée. Deux vieux éleveurs peuhl avaient par exemple introduit les graines de coton dans l'alimentation des vaches afin d'augmenter la quantité de lait qu'elles donnaient à leurs petits. Ils ont tenu à faire part de leur expérience : « Comme nous, vous devez essayer d'utiliser les graines de coton, les vaches donnent davantage de lait, elles deviennent plus fécondes, les veaux grandissent vite. (...) Il faut bien former les jeunes qui s'occupent de nourrir les animaux, les graines doivent être préparées avec du sel, elles ne seront pas posées à même le sol, mais versées dans une mangeoire ».

Tous les témoignages enregistrés ont été diffusés les jours de marché suivants, s'enrichissant progressivement de nouveaux arguments. Puis, de multiples formes et lieux d'écoute ont été improvisés un peu partout et les nouvelles se sont rapidement répandues dans la communauté. (...) J'avais moi-même expérimenté cette méthode dès 1986. Je travaillais alors en Centrafrique pour un projet de développement de l'élevage, financé par la Banque mondiale et exécuté par la FAO. Les peuhl bororo voyaient fréquemment leurs veaux mourir de diarrhées ; leur troupeau diminuait alors rapidement et pouvait descendre en dessous du seuil fatidique de cent têtes ; ceci signifiait

économiquement leur ruine, socialement leur déchéance et affectivement un vrai désespoir.

Un jour de marché, nous avons réuni un groupe d'éleveurs et un musicien qui se trouvait là, puis nous avons expliqué notre démarche et procédé à un enregistrement. Les participants témoignaient : mes veaux sont atteints de parasitose, cela se manifeste ainsi... les miens sont en bonne santé, je les nourris de telle façon... je les soigne en leur donnant le traitement suivant... moi, j'ai essayé tel médicament et voilà ce que j'ai constaté...

Le débat était très animé, les interventions étaient précises car il y avait une vraie volonté de maîtriser la maladie, de comprendre et de convaincre. Nous avons entrecoupé les propos de musique peuhl. Au total, un travail d'enregistrement d'une petite heure, pour une cassette d'une demi-heure. Quand les éleveurs ont écouté la cassette, ils ont tous demandé des copies. A l'issue de la rencontre celles-ci se sont encore multipliées et ont énormément circulé. On a constaté dans toute la zone une baisse importante de mortalité des veaux. »

Conservier et diffuser des témoignages d'acteurs du développement



En Turquie : amplifier une campagne de vulgarisation agricole

L'expérience a été conduite simultanément par la direction de la recherche et le service de vulgarisation turcs avec un financement de la Fondation Rockefeller. Elle doit aider à tester l'utilité de l'audiocassette pour communiquer des connaissances à l'agriculteur turc.

Ceres, la revue de la FAO, en rend compte dans son numéro de décembre 1981 :

« Évite celui qui ne sait pas et croit savoir ; fréquente celui qui sait et qui sait qu'il sait ; enseigne à celui qui ne sait pas et sait qu'il ne sait pas. »

(proverbe turc)

Enregistré sur fond de musique folklorique, ce proverbe invite les paysans à prêter attentivement l'oreille aux sons qui, du salon de thé du village, s'échappent du lecteur de cassettes. Ils vont écouter une pièce de théâtre où le héros enseigne à son village une nouvelle façon de cultiver le blé. Le récit de la petite « révolution verte » qui s'ensuit aide à résoudre une ancienne rivalité de familles et permet au héros de conquérir la main de sa bien-aimée.

Les interprètes masculins et féminins sont bien connus des auditeurs de la radio et de la télévision turques. L'humour villageois, la musique, les bruits de la campagne contribuent à animer le récit. Les explications sur les nouvelles techniques de culture du blé sont insérées dans la trame de l'histoire et reviennent à chaque instant.

Environ 1 000 cassettes ont été réparties entre les bureaux de vulgarisation de dix provinces de l'Anatolie centrale pour distribution dans les villages. Il a été notifié au personnel que la cassette n'était qu'un outil de plus et qu'elle ne devait pas se substituer au système d'information préexistant.

Les premières réactions des villageois ont été enregistrées sur vidéo dans plusieurs localités choisies au hasard. Par ailleurs, chaque chef de village a été sollicité pour remplir un simple questionnaire.

L'accueil réservé à la cassette fut extrêmement enthousiaste comme en attestent les enregistrements vidéo et

les questionnaires retournés par des centaines de villages. Vidéo et questionnaires n'ont pas été inutiles pour vaincre le scepticisme des fonctionnaires du service de vulgarisation à l'égard de l'impact de ce médium.

Sur un total de 424 questionnaires renvoyés, aucun village n'a mentionné de difficultés à faire passer la cassette. Bien au contraire, elle a été passée un nombre de fois bien supérieur aux attentes les plus optimistes. Au moins cinq fois partout et dix fois très souvent. Des copies ont été faites dans 38 % des villages.

Les agriculteurs ont également été interrogés sur les sujets qu'ils aimeraient entendre traiter par la même voie. La majorité des choix s'est portée sur l'élevage (59 %), suivi de l'aviculture (40 %) et de la culture fruitière (39 %). Ces réponses suggèrent qu'il existe une demande non négligeable d'informations susceptibles d'être transmises par cassettes. »

♦ Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter au document n° 10 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.

Au Lesotho : reculer les frontières d'une campagne multimédia

Le maïs est la nourriture de base des Basuthos, les habitants du Lesotho. Pourtant ceux-ci produisent à peine la moitié de ce qu'ils consomment. En collaboration avec la FAO, le service d'information agricole du Lesotho lance, en 1987, une campagne de communication en direction des agriculteurs de deux districts : une zone de basses terres et une zone montagneuse. Une enquête systématique auprès des villageois permet de cibler la campagne et de déterminer les thèmes, les formes et supports appropriés, ainsi que les moments d'information les plus favorables.

Le déroulement du programme s'ajuste ainsi au calendrier des activités agricoles pour permettre progressivement aux agriculteurs d'intégrer de nouvelles méthodes de plantation, d'ensemencer des variétés à haut rendement et à maturité précoce, de bien connaître et utiliser

fertilisants et insecticides, de réduire les pertes après récoltes par la construction de silos en pierre et en ciment.

La stratégie de communication concilie deux approches :

♦ *Une campagne multimédia intensive pour dix villages prédéterminés*

Parallèlement à la diffusion d'émissions radiophoniques, un véhicule circule de village en village. A son bord, une équipe pluridisciplinaire dispose d'un ensemble de matériels : montages de diapositives, affiches, livrets imprimés, audiocassettes. Un haut-parleur diffuse à la ronde des musiques traditionnelles pour annoncer au public qu'un événement va se dérouler. Après un préambule de caractère festif, la manifestation s'organise en séquences successives, chacune d'elles utilisant tour à tour les différents supports audiovisuels. On commence par la cassette, on termine par le montage diapo et les animations s'enchaînent. Les séances sont suffisamment vivantes pour qu'un homme aille chercher sa charrue, annonçant : « Très bien... et maintenant, je veux savoir comment on fait ».

Après avoir fourni les documents et outils nécessaires à la poursuite de l'action, les intervenants reprennent la route. Le véhicule reviendra après avoir fait le tour du district et la campagne progressera, ponctuée par ces interventions spectaculaires. Les vulgarisateurs font le lien et assurent sur place un suivi approfondi.

♦ *La mise en place de groupes d'écoute pour tous les autres villages, souvent isolés ou enclavés*

Une vingtaine de personnes encadrées par un agent du service de vulgarisation spécialement formé se réunit autour d'un magnétophone pour écouter une cassette réalisée à son intention, en débattre et passer à l'action.

Chaque cassette dure environ une demi heure ; elle est diffusée en sesotho, langue nationale comprise de tous, et comporte :

- une introduction du sujet ;
- des interviews d'agriculteurs ;
- une courte dramatique mettant en scène les recommandations techniques.

L'écoute est suivie d'une discussion et de démonstrations pratiques effectuées avec le concours du vulgarisateur. Chaque semaine, la radio relaie ces réunions. Un nouveau programme est introduit tous les quinze jours ; il est attendu, notamment en raison de sa dernière partie dont la théâtralité séduit et provoque. L'évaluation, réalisée par questionnaires et interviews, montre que le niveau de connaissances et de compétences pratiques des agriculteurs a plus que doublé à l'issue de l'opération de communication dans son ensemble.

Toutefois :

- la campagne multimédia s'est révélée plus efficace en termes d'impact et d'évolution des comportements ;
- la campagne audio (cassettes et radio), moins coûteuse, a touché une population beaucoup plus importante.

Compte tenu de ces résultats, le projet est étendu en 1989 à un troisième district situé en zone aride et prédisposé à la culture du sorgho dont il s'agit d'accroître la production et de diversifier la consommation. De la même façon, dix villages font l'objet d'une campagne multimédia, les autres étant approchés par les seuls supports sonores. Cette combinaison a porté ses fruits. Cependant, dans la perspective d'actions futures, il est recommandé de revoir le contenu des cassettes et de l'enrichir d'éléments du patrimoine culturel pour un meilleur équilibre entre divertissement et enseignement.

♦ **Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter au document n° 20 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.**

La communication interactive

On a jusqu'ici examiné des expériences qui cherchaient généralement à apporter, porter et propager une parole, même si celle-ci pouvait prendre la forme d'un appel à discuter et à confronter des idées, ouvrant la voie à une réelle participation des groupes et des personnes.

Nous relatons ici des initiatives qui inversent cette proposition et s'appliquent à mettre à la disposition d'une population le meilleur moyen de prendre la parole, d'exprimer ses attentes, ses espoirs et ses projets.

L'audiocassette se distingue tout particulièrement par sa réversibilité, ses possibilités de rétroaction et de questions-réponses. Cette particularité technique paraît la désigner comme l'instrument privilégié du dialogue, des échanges d'opinions et plus largement de la communication interactive⁽¹⁾.

Les opérations qui valorisent cette possibilité du média cassette sont représentées en deux familles : d'une part les « cassettes-forum », pratiquées en divers pays d'Amérique latine à la fin des années soixante-dix, d'autre part les « radio-clubs », lorsqu'ils ont fait le choix d'associer l'écoute à l'intervention des auditeurs sur le contenu des émissions, l'évolution des programmes, voire même le rôle assigné à la radio.

(1) Voir lexique.

LES CASSETTES FORUM

En Uruguay : chez les paysans coopératifs, désenclaver les communautés

L'Uruguay est un pays où l'élevage extensif occupe la très grande majorité des terres. Les petits agriculteurs détiennent près de la moitié des exploitations, mais n'occupent que 2 % de la surface cultivée. Les rendements de ces entreprises familiales sont très bas et les terres sont usées par la surexploitation.

Un consortium de coopératives, la CALFORU, regroupe 200 petites sociétés locales auxquelles sont affiliés 16 000 agriculteurs. La CALFORU offre à ses membres un accès direct au marché, elle leur fournit des possibilités de crédit et leur apporte un appui matériel et technique.

Devant agir dans des secteurs aussi vastes que diversifiés, cette « coopérative des coopératives » ne parvient plus à communiquer avec ses antennes régionales. Celles-ci connaissent mal les objectifs de la centrale, ne comprennent pas ses décisions et ne peuvent faire entendre leurs questions ou réclamations.

De plus, à la base, les agriculteurs bloquent toute initiative communautaire. Presque tous savent lire et écrire, un quart d'entre eux a suivi l'enseignement secondaire. Néanmoins, les conditions socio-culturelles ne sont pas favorables : l'habitat dispersé écartèle les communautés et engendre une mentalité individualiste, sceptique et passive.

Face à cette paralysie, la CALFORU fait plusieurs tentatives.

Dans un premier temps, des programmes radiophoniques sont réalisés pour les paysans et des « groupes d'écoute » sont constitués dans chaque village, mais les discussions qui s'ensuivent ne dépassent guère les frontières de ce petit cercle et ne remontent évidemment pas jusqu'à l'organisme. Les groupes s'éteignent peu à peu. On en revient alors à des émissions de radio éducative expliquant aux gens ce qu'ils doivent faire et penser.

En 1977 et 1978, l'IPRU (Instituto de promoción económico social del Uruguay), intervient pour le compte de la commission nationale de développement rural de la CALFORU

pour mettre en place un « cassette-forum ». La formule doit désormais utiliser le feed-back que permet la cassette pour stimuler la solidarité entre les groupes et faire remonter leurs idées, préoccupations et propositions aux différents échelons de la fédération.

Chaque groupe d'écoute reçoit une fois par mois une cassette portant sur un thème précis. Les participants choisissent parmi eux un animateur et le débat s'organise. Les temps forts de la discussion sont saisis sur la face vierge de la cassette où le groupe enregistre également en guise de conclusion un message libre : annonces, souhaits, questions et réponses aux autres villages, chansons. L'animateur renvoie la cassette à une équipe centrale d'animation composée de trois personnes. Celle-ci écoute toutes les réponses, sélectionne les plus significatives et en effectue un montage de quinze à vingt minutes. Elle procède ensuite à l'élaboration de la prochaine cassette dont le contenu, rythmé par des morceaux de musique traditionnelle, respecte toujours les phases suivantes :

- la synthèse des propos renvoyés par chaque village ;
- un exposé central à la tonalité vive et personnelle ;
- deux ou trois questions qui résument l'ensemble du discours ;
- les messages que les groupes ont enregistrés sur les « espaces libres », se parlent ainsi les uns aux autres. Peuvent également être proposés ici des sujets pour les cassettes à venir.

Le contenu hebdomadaire des forums n'est pas déterminé à l'avance, la programmation est laissée ouverte le plus longtemps possible en l'attente des propositions des paysans. S'ils le souhaitent, un même thème peut également être traité et débattu pendant deux ou trois semaines.

L'expérience a permis de renforcer le dynamisme des collectivités. Au fur et à mesure des enregistrements, de nouvelles voix se faisaient entendre, les interventions étaient de plus en plus claires et les propos de plus en plus inventifs.

Les échanges entre les communautés ont réellement fonctionné et celles-ci ont saisi l'occasion de pouvoir s'adres-

ser directement à l'institution : 80 % des cassettes ont ainsi été retournées à l'équipe centrale dûment complétées.

Cependant, si les groupes discutaient activement sur cassette des questions proposées par la CALFORU, ils se sont très rarement saisis de l'outil pour créer leurs propres émissions. Ainsi, sur les 22 thèmes évoqués, seulement six émanaient de la base, c'est-à-dire de deux ou trois groupes.

● **Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter aux documents n°s 32 et 34 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.**

Autres exemples

■ *En Equateur... une issue inattendue*

Au sein d'une même province, on a voulu susciter un dialogue entre deux groupes de paysans appartenant à deux organisations différentes. Le résultat fut surprenant. L'équipe d'animation n'a pas joué son rôle, les cassettes ont été négligées par les villageois, mais elles ont provoqué un échange entre les techniciens agricoles travaillant sur le terrain et les services nationaux de la capitale. La communication institutionnelle avait totalement pris le pas sur la communication sociale.

Cultiver le droit à la parole



■ *En Equateur, toujours...*

A Tabacumbo, en 1977, autre retournement : des paysans prennent eux-mêmes l'initiative du passage de la radio éducative à l'expression communautaire.

Afin d'aider les groupes qui suivent les émissions scolaires de la radio, ses responsables dotent une quarantaine de villages d'un enregistreur à cassettes. Ainsi, les cours peuvent être enregistrés pour les absents. Cependant, aucune consigne n'est donnée aux participants. Au bout de quelques semaines, ceux-ci se mettent spontanément à produire des émissions sur cassettes et à les déposer à la radio. Le responsable d'antenne les diffuse après un travail de montage, mais s'aperçoit vite que les gens préfèrent les entendre telles quelles, sans aucun arrangement. Il en résulte une émission régulière de trente minutes *Mensaje campesino* qui connaît un vif succès. Elle contribue à instaurer un dialogue entre des villages indiens très isolés et à renouveler l'intérêt des habitants pour les programmes strictement éducatifs.

● **Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter aux documents n°s 22, 29 et 30 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.**

LES RADIO-CLUBS

Au début des années soixante, le poste radiophonique est encore un accessoire luxueux pour qui n'a pas l'électricité et ne dispose pas de générateur. Les habitants des zones rurales sont donc contraints à se regrouper autour du récepteur et très vite les clubs d'écoute apparaissent ; les émissions en langues nationales sont suivies de débats encadrés par un animateur. Dans les années soixante-dix, le transistor transforme la radio en pratique individuelle et ces clubs disparaissent les uns après les autres.

Les villageois continuent cependant à s'organiser collectivement : groupements paysans, groupements de femmes, de jeunes... Tous ont besoin de faire connaître leurs activités.

De l'autre côté, la radio entre dans la vie quotidienne des habitants, elle diffuse à longue distance, elle produit de l'éphémère, elle est magique et elle fascine. Les promoteurs du développement s'en emparent, cherchant toujours les moyens de recueillir et de transmettre la parole des groupes, indispensable à l'impact et au renouvellement des émissions.

Surgissent alors les radio-clubs, que leur seule appellation désigne désormais comme de véritables coéquipiers de la radio.

Les groupes y écoutent les émissions, les confrontent à leur propre réalité et adressent leurs réactions aux producteurs qui s'engagent à les répercuter, directement ou indirectement à l'antenne.

Ainsi veut-on créer les conditions d'une circulation continue de l'information. Mais les outils dont disposent les deux partenaires du dialogue n'ont pas le même poids : au bout de la chaîne, les radio-clubs n'ont que leur plume pour répondre et ne possèdent pas toujours les moyens de faire entendre leur voix.

L'audiocassette est là, offrant avec simplicité une opportunité de feed-back. Pourtant, les organisateurs persistent généralement à demander que les rapports d'écoute des clubs soient formulés par écrit et la pesanteur administrative décourage un peu partout les uns et les autres.

On continue aujourd'hui à regretter, peut-être à juste titre, le caractère éphémère du dispositif «radio-clubs». Au Burkina Faso, la radio rurale s'appuyait en 1980 sur 523 radio-clubs ; en 1983, ils n'étaient plus que 10, en 1985, ils ont disparu.

Il est donc important de contribuer à la réflexion et de retracer quelques expériences qui, utilisant la cassette comme instrument du dialogue, ont permis aux paysans d'entrer sur la scène radiophonique.

Au Zaïre : Radio-CANDIP... La population reçoit et donne

Le CANDIP est un centre d'animation et de diffusion pédagogique créé au sein de l'Institut supérieur de pédagogie

(ISP) de Bunia, ville du Nord-Est du Zaïre, l'une des régions les plus peuplées du pays.

Suite à la réalisation d'émissions scolaires, la radio est créée en 1977, dans le but de contribuer au développement économique, social et humain des populations rurales. On veut ici utiliser tous les moyens possibles pour faire participer les villageois aux émissions et mettre un terme à l'écoute passive.

Le contexte politique n'est pas favorable à de telles propositions mais Radio-CANDIP réussit à vivre en marge du monopole de l'Office zaïrois de radiodiffusion et de télévision (OZRT).

La couverture pédagogique de l'ISP lui assure une véritable autonomie, mais les avertissements des autorités menacent toujours. Pourtant l'intérêt populaire est tel qu'il est impossible de freiner la diffusion de cet outil de communication privilégié.

En effet, pour l'équipe du CANDIP, la participation n'est pas un mot vide de sens :

- « – la radio donne et reçoit ;
- la population reçoit et donne ;
- le dialogue population-radio est la nourriture de base de la radio ;
- sans participation active des auditeurs, la radio est condamnée à mourir de faim ;
- envoyez-nous des cassettes reflétant votre vie, vos doutes et vos questions ;
- parlez de vos besoins, de vos activités, de vos projets. Mieux, réalisez vous-mêmes vos émissions. »

Pour concrétiser cet appel, les organisateurs s'appuient notamment sur les radio-clubs et les mini-studios.

■ Plus de sept cents radio-clubs

Un radio-club est un groupe de personnes qui se réunissent pour écouter ensemble, pour discuter du contenu des programmes et passer à l'action. Les radio-clubs naissent souvent autour d'un leader dynamique, lorsque des mouvements sociaux ont préparé le terrain ou que l'initiative des voisins a pris valeur d'exemple. Les différents acteurs sociaux doivent y être représentés, mais CANDIP insiste sur la présence des femmes, des partenai-

res du développement et, si possible, d'une autorité locale.

Tout le monde peut fonder un radio-club, la seule condition c'est cette volonté « d'écouter avec les jambes » et de travailler pour le développement. Les séances sont actives ; on y compare le message de la radio avec la situation du village, ce qui permet de déterminer les besoins et de formuler les projets en respectant le principe de l'autosuffisance. On discute et on échange, en envoyant à la radio des rapports écrits et des cassettes où l'on témoigne et questionne. De multiples réalisations ont vu le jour : aménagement de sources d'eau potable, développement des arbres fruitiers et du maraîchage, construction de dispensaires..., autant de résultats dus à ces paroles que la radio a su écouter et donner à partager pour que les expériences des uns servent aux autres.

L'écoute au village



Ce rapport de réciprocité immédiate ne va pas de soi ; les animateurs de la radio l'entretiennent également par des visites régulières sur le terrain qui font l'objet d'une préparation coordonnée entre les deux parties, provoquent un événement bien orchestré et se traduisent ensuite en documents écrits, sonores et visuels (reportage photo, par exemple). Ces visites constituent pour chacun une occasion de faire le point, de se relancer et d'évaluer les travaux entrepris.

Les clubs connaissent des hauts et des bas où alternent activité intense et crises. Parmi les principaux facteurs de régression, on mentionne : la méfiance ou l'hostilité des autorités locales, le départ du responsable, le manque de suivi dans les réalisations et, tout simplement, la jalousie entre les membres.

Pourtant, en 1987, plus de dix ans après sa création, Radio-CANDIP compte 749 radio-clubs pour six groupes linguistiques : handé, lendu, alur, swahili, lugbara et lingala.

■ Les mini-studios

En 1983, des mini-studios sont implantés afin de donner toute leur place aux enregistrements sonores effectués sur le terrain, sachant combien il est important que toute une population puisse exprimer ses sentiments directement et à sa manière.

Un mini-studio est un radio-club qui marche très bien et qui dispose d'un magnétophone à cassettes plus sophistiqué avec lequel ses membres enregistrent des éléments sonores expédiés à Bunia pour enrichir les émissions participatives. Trait d'union entre le CANDIP et les radio-clubs, le mini-studio structure également la relation entre les clubs de son secteur. Il stimule leur collaboration dans le cadre de projets communs, organise des sessions de formation à leur intention, anime le réseau.

L'installation d'un mini-studio s'effectue en fonction de conditions très précises. Le radio-club doit notamment avoir fait ses preuves pendant plusieurs années par des réalisations pour le développement et par un courrier régulier. En outre, il doit fournir les piles et s'engager à envoyer au moins une cassette par mois.

Les mini-studios recueillent des témoignages qui sont une source d'informations renouvelées sur la vie quotidienne des villages. Ainsi, un médecin traditionnel raconte l'histoire d'un enfant malade et indique comment il doit combattre des croyances et coutumes afin de faire progresser la santé. Une mère explique comment elle a guéri son fils de la maladie du kwashiorkor en utilisant du soja. Elle raconte son expérience comme elle le ferait à ses amies, elle emploie les mêmes mots et détails parce qu'elle parle au micro du mini-studio, c'est-à-dire dans un uni-

vers quotidien, installé au village, hors de la présence ou de la médiation de spécialistes. Ces exemples vécus touchent l'émotion et portent naturellement à l'imitation.

Les cassettes adressées au CANDIP par les mini-studios font le lien entre tradition orale et communication moderne, ce sont elles qui font remonter les éléments du patrimoine culturel indispensables à la survie de la radio. Les mini-studios utilisent tous les registres traditionnels pour donner une âme aux documents qu'ils adressent à l'organisme central. Ainsi, à titre d'exemple :

♦ *La palabre*

Différentes personnes, réunies à l'ombre du manguier, disent ce qu'elles pensent d'un sujet d'actualité : la démocratie, l'échec scolaire, le travail des femmes, la hausse des prix, etc. Les interventions principales sont enregistrées et expédiées sur CANDIP qui en effectue le montage.

♦ *Les sketches*

Ils doivent « ouvrir les yeux, les oreilles et la bouche des auditeurs ». A partir d'un thème lié aux priorités du village, le sketch traite d'une situation vécue et fait appel aux talents des acteurs locaux.

♦ *Les contes*

Ces récits ont généralement été conçus dans une intention didactique, ils sont donc particulièrement intéressants pour qui veut instruire autant que divertir. La morale de l'histoire indique, sous forme de proverbe, le chemin à suivre pour mieux vivre.

Des concours de sketches, chansons, devinettes sont organisés. Les meilleures réussites sont envoyées au CANDIP qui les diffusera sur les ondes et les conservera pour les réutiliser. Ce sont ces genres narratifs, ces détours poétiques, ces mises en scène et jeux de langage qui créent l'ambiance que l'on retrouve dans les émissions ouvertes aux mini-studios :

♦ *Les émissions participatives*

Elles sont réalisées pour et par la population à partir des cassettes et courriers. C'est le public qui détermine leur contenu : témoignages de réalisations, réponses aux questions posées, enquêtes, conseils... Les villageois parlent, les animateurs ne sont plus que des intercesseurs et se

chargent seulement du montage des éléments sonores et écrits.

♦ *Les émissions de base pour le développement*

Ce sont des programmes hebdomadaires d'une demi-heure qui passent dans toutes les langues et sous deux grandes rubriques : « femme-famille » et « développement ». La participation des services de l'Etat est sollicitée et les mini-studios sont invités à proposer des sujets pour l'année, puis à en choisir un pour le prendre complètement en charge et le traiter librement à l'antenne.

♦ *Les microprogrammes*

Ils sensibilisent sur les principes de base du développement communautaire et sont conçus selon le schéma des spots publicitaires. Ce sont des flashes très courts destinés à « surprendre, éclairer et laisser des traces dans la mémoire ». Les microprogrammes sont diffusés à tout moment, se répètent et portent sur des thèmes aussi divers que : vaccination, agriculteurs, alphabétisation, soja, poules, reboisement, radio-clubs, participation... Ils sont contrôlés par des spécialistes, mais il arrive que les mini-studios les composent, les chantent ou les adaptent à travers proverbes et devinettes.

Depuis 1986 les responsables de la radio organisent tous les deux ans une session de formation et d'évaluation des mini-studios, eux-mêmes chargés d'encadrer les radio-clubs de leurs environs. En 1991, on compte 148 mini-studios : 62 ont été installés dans des écoles et 86 (dits « socio-culturels ») ont été créés au sein des radio-clubs villageois. Enfin *Jambo*, un « journal rural pour le développement », crée un lien entre les différents partenaires de CANDIP en diffusant des nouvelles, en langues nationales et locales, sur la radio et la vie des radio-clubs et des mini-studios.

Depuis le retrait de la coopération belge, en 1990, Radio-CANDIP travaille dans la tourmente. Le mauvais état des routes bloque les circulations, le courrier ne fonctionne plus, les grèves se multiplient et le pays est paralysé. La radio, elle, n'a plus de budget d'activité. Elle tient grâce à l'appui d'ONG avec lesquelles le père Pickery, un des fondateurs de Radio-CANDIP, négocie surtout des programmes d'alphabétisation. Toutefois, les cassettes continuent

Jambo
 GAZETI LA MASHIMBA - JOURNAL RURAL POUR LE DEVELOPPEMENT
 DIVISION SOCIO-CULTURELLE

Adresse

CANDIP BP 373 BUNIA ZAIRE SPECIAL N° 105/1er Mars 1992
 DEPARTEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE INSTITUT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE/BUNIA/ITURI /HAUT-ZAIRE

Editorial



UKUMBUSHO WA MIKAHA KUMI
 NA MITANO YA RADIO
 CANDIP



Fangu tarehe moja mwezi wa tatu 1977 hadi tarehe moja mwezi wa tatu 1992, Radio yetu ya masomo na kujenya taifa CANDIP imetimiza miaka kumi na mitano. Kwa sineraine hiyo, tunatakiwa kituo cetu ca kurushia matangazo maisha marefu, ili kazi iliyoanzwa tanyu miaka kumi na mitano ipate huendelea kwa mafa ya wakaaji. Radio CANDIP inatanyazia hasa wakaaji wa sehemu za mashambani na kila mkaaji unajua mafa ya CANDIP. Tumetambua ya kama CANDIP imefanya kazi kubwa na ya maana kwa kutia moyo wa juhudi wakaaji wa vijiji vya Ituri, Kivu na kando-kando kuanzisha kazi fulani za maendeleo. Basi shukrani za gazeti Jambo ziendee kituo cetu ca utangazaji na wafanya kazi wote. Sherehe za miaka kumi na mitano za radio yetu inatupeleka kufikiria «Ushirikiano kati ya Radio na wasikilizaji». Kushiriki kwa wasikilizaji ndio musingi wa kuendelea radio na kupatia watanyazaji vyombo vya kazi. Pasipo Kushiriki kwa wasikilizaji basi utangazaji wa Radio hayana maana. Katika gazeti hili tutaonyesha watu fulani waliohiriki kwa vipindi vyetu. Cumba ca gazeti Kushiriki kwa wasikilizaji kwa Radio kumaturuhusu kufanya ratiba (programme) ya vipindi vyetu Kushiriki kule kuraonyesha ya kama radio CANDIP ni combo, cenu ni radio ya wakaaji, ni radio ya maendeleo. Utangazaji habari kwa njia ya anga unageuka neno la maana sana siku hizi. Radio inatangaza kila neno na inafungua milango ya ushirikiano na makusudi ya Radio ni kuamsha wakaaji kwa maendeleo. Vituo vya matangazo vinatuma habari mbali na upesi kabisa. Habari zile zinawafikia wenyi elimu na wasio na elimu nyingi. Radio inatangaza kwa luga mbalimbali na huwazamirisha wakaaji kwa juhudi ya maendeleo. Radio ya wakaaji inawapatia nafasi kwa kueleza magumu yao, furaha zao, mambo yaliyotendeka mbele ya kikuza sauti (microphone). Radio ya maendeleo inaunganisha wakaaji na viongozi wa serkali. Basi, tugeuze radio CANDIP combo ca ushirikiano. Tushiriki kwa kutuma barua nyingi : tutume maulizo, ripoti, michezo ya kila aino, hadisi, na sauti zetu juu ya bande cassette. Kwa kushiriki kwa vipindi tunasaidiana na mashauri kwa kujenga maisha ya jamii na ya wote. Radio CANDIP ni combo ca maendeleo. Vipindi kama studio ndogo, Radio-Club, matangazo mafupi (microprogramme) na barua na majibu vinaandeshwa kwa ushirikiano wa wasikilizaji. Basi, tushiriki kwa Radio yetu. Cumba ca gazeti



d'arriver coûte que coûte. En 1991, 40 % des mini-studios n'envoient plus rien, mais en 1992 les plus persévérants expérimentent des systèmes de piles rechargeables par énergie solaire. En 1993, le dénuement s'accroît et le découragement gagne ; les nouvelles de Radio-CANDIP se font rares. On ne peut que s'interroger sur l'existence à venir de cette radio précurseur.

Reste en tous cas la prophétie du père Pickery : « On travaille pour le développement avec ceux qui veulent et nous nous arrêterons le jour où il n'y aura plus besoin de radio (...)

Chacun a le droit d'utiliser les médias, de donner de ses nouvelles aux autres, d'expliquer ses idées et ses expériences. C'est le droit à la communication.

*Le paysan enrôlé dans son village,
 sortira de l'ombre et de l'anonymat,
 s'ouvrira à des horizons plus larges.
 Sa voix silencieuse passera dans les villages
 environnants et beaucoup plus loin
 Le paysan doit avoir sa radio pour son progrès.
 Il a droit à cette communication.⁽¹⁾ »*

• Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter aux documents n°s 7 et 8 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.

Autres exemples

■ Toujours au Zaïre

Radio Bukavu, radio régionale d'Etat, émet dans le Kivu, un territoire qui compte près de sept millions d'habitants. Elle a implanté une vingtaine de radio-clubs au sein de collectifs déjà organisés en coopératives et groupements paysans.

Les producteurs déterminent le thème de leur « campagne hebdomadaire » à partir des cassettes envoyées par les paysans. Une synthèse de leurs propos sert alors de

(1) Extrait du document : *Mini-studios pour le développement rural*, Jean Pickery. ISP Bunia. Zaïre.

document de référence aux réalisateurs de sketches, spots et annonces. Par ailleurs, les messages les plus intéressants sont diffusés presque intégralement en veillant à ce que les groupes les plus avancés prennent valeur d'exemple et suscitent des confrontations.

Les relations entre la radio et les clubs sont constamment soutenus par des échanges de vues et de cassettes ; des sollicitations particulières sont adressées à ceux qui n'ont rien envoyé depuis plusieurs semaines.

Les paysans se saisissent de l'outil, font entendre leur voix et interpellent souvent l'administration. Ils autofinancent leur club comme ils prennent en charge les soins de santé primaire.

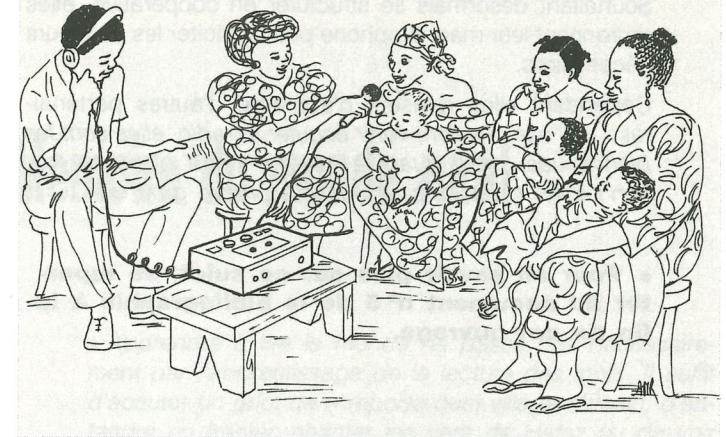
En 1990, Radio Bukavu diffuse dans les quatre langues officielles. Elle contourne la prohibition des idiomes locaux sur les ondes nationales en s'exprimant aussi à travers la création de chansons, surtout lorsque des événements ou urgences sanitaires exigent l'information de tous.

■ Au Zimbabwe

Le projet « Développement Trough radio » est lancé en 1988 à l'initiative d'associations féminines, de l'UNESCO, du ministère de l'Information du Zimbabwe et de la Zimbabwean Broadcasting Corporation (Zbc-Radio nationale).

Des clubs d'écoute sont implantés dans quatre provinces : ce sont les coordinateurs de Radio 4, chaîne éducative de la Zbc, qui circulent dans les provinces pour récupérer les cassettes où les villageois expriment leurs réactions, questionnent les institutions et parlent d'eux. A partir de ce matériau sonore, de nouveaux programmes s'élaborent, les organismes interpellés répondent, les expériences s'échangent. Fin 1990, on compte 45 RLC (Radio Listening Club), majoritairement composés de femmes.

Témoigner de ses activités et initiatives



Alors que les femmes de Seke écoutent un programme, elles entendent une femme qui parle des bénéfices qu'elle obtient grâce à une presseuse d'huile de tournesol. Elles se cotisent, achètent la machine et les sacs de graines, puis elles montent leur petite entreprise.

Tous les lundis elles se retrouvent dans un local prêté par le conseil de district. Là, elles écrasent les graines de tournesol, écoutent les émissions programmées à leur intention et enregistrent leurs questions et réponses.

Un peu plus tard et plus loin, l'un des coordinateurs-producteurs de Radio 4 les écoute. Il prend contact avec les personnalités et spécialistes susceptibles de les aider et les enregistre. Il monte tous ces éléments et prépare le programme suivant.

C'est ainsi que ces femmes ont pu résoudre bon nombre de leurs problèmes : le transport public dans la région, la commercialisation de leur nouveau produit, une véritable protection policière contre les cambriolages, etc.

Leur affaire a pris de l'ampleur : par session de travail, elles produisent en moyenne 13 bouteilles d'huile comestible qu'elles vendent sur le marché à un prix nettement inférieur à celui des autres huiles. Cette petite unité est rentable et les femmes occupent une place vitale au sein de la communauté. Elles veulent aller plus loin : à chaque rentrée d'argent, elles économisent pour acheter un ter-

rain, y construire leur club et planter des manguiers pour de nouvelles expériences.

Souhaitant désormais se structurer en coopérative, elles reprennent leur magnétophone pour solliciter les concours nécessaires.

Cependant elles refusent d'admettre d'autres partenaires : « *Si elles veulent venir écouter la radio, elles sont les bienvenues, mais quant à intégrer notre business, ça, non ! Elles n'ont qu'à former leur propre groupe.* »

● **Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter au document n° 5 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.**

Mémoire du monde rural

« Apprendre à lire le monde ne passe pas nécessairement par l'apprentissage de la lecture des mots. Il suffit d'écouter un griot de n'importe quel village africain, d'entendre un Iranien chanter les vers de Hafez ou de voir comment aujourd'hui même sont formés les jeunes techniciens du tiers-monde, pour se rendre compte des ressources insoupçonnées qu'une oralité bien valorisée peut recéler dans les domaines de la production, de l'acquisition et de la dissémination des savoirs et techniques.

Ainsi, dans la majorité des situations, la plupart des objectifs de développement liés à la culture, à l'éducation et à la formation peuvent être aisément atteints par le recours aux seules ressources de l'oralité. Cela est d'autant plus vrai que l'utilisation ingénieuse de technologies modernes, aussi simples et peu coûteuses que le magnétophone à cassettes peut contribuer à décupler les immenses potentialités de cette oralité.

... Un petit appareil de quelques dizaines de dollars pourrait, en quelques minutes enregistrer et faire passer tout message en quelque langue ou dialecte que ce soit, le message ainsi reproduit pouvant atteindre ses destinataires dans d'excellentes conditions d'efficacité et de fidélité. » ⁽¹⁾

Dans les années quatre-vingts, le gouvernement du Mali, l'UNESCO et le PNUD ont pensé que l'audiocassette, vecteur

(1) Madjid Rahmena, représentant-résident au Mali du Programme des nations unies pour le développement (PNUD).

moderne de la parole et du dire, pouvait devenir l'instrument idéal d'expression et d'action des sociétés de culture orale.

Il s'agit, pense-t-on, d'un média de l'intériorité autant que du dialogue, d'un possible trait d'union technologique entre l' ancestrale tradition et l'innovation contemporaine.

Tout porte donc à croire que cet outil, facilement appropriable, s'harmonise avec le fonds culturel des populations rurales et peut tout à la fois faire resurgir à la conscience les valeurs du passé et structurer un système de références porteur de projets d'avenir.

Il faut donc parvenir à insérer le « petit appareil » dans un système technico-institutionnel permettant simultanément :

- de recueillir l'héritage culturel transmis depuis des générations, le capitaliser, le faire connaître le plus largement possible ;
- de réinvestir ces éléments traditionnels dans l'élaboration de plans de développement, manuels scolaires et programmes culturels associant tradition et modernité dans leurs formes et contenus ;
- de transmettre aux communautés rurales les informations dont elles ont besoin pour mieux s'intégrer dans la vie d'aujourd'hui, élaborer leurs propositions dans le cadre de leurs réalités, définir et dominer leur devenir.

C'est ainsi que prend naissance le projet d'*audiothèques rurales du Mali*, projet généreux, qui veut à la fois stimuler le développement communautaire à la base et participer à l'ambition universelle d'un archivage de la mémoire du monde. Ainsi voit-on se dessiner à terme l'élévation d'une Très Grande Audiothèque d'un genre nouveau, comme on continue d'imaginer de Très Grandes Bibliothèques dans les sociétés dominées par l'écrit.

C'est essentiellement de ce projet que nous voulons parler ici, tant il apparaît nécessaire, à ce stade de l'ouvrage, de rêver l'impossible : réunir en un seul édifice tous les termes et toutes les conditions d'un véritable échange entre les personnes et les groupes.

Au Mali : les audiothèques rurales pour tenter l'impossible

Elles sont créées en 1982 par le ministère des Sports, des Arts et de la Culture du Mali avec l'assistance de l'UNESCO et du PNUD.

La démarche doit favoriser un mode de développement endogène des sociétés rurales, prenant appui sur une double dynamique : la mise en valeur des ressources culturelles existantes et la diffusion de connaissances nouvelles aptes à entrer en résonance avec les caractères et formes d'expression de ce patrimoine.

Le dispositif est articulé autour de plusieurs pôles :

- un tissu d'audiothèques villageoises réparties sur l'ensemble du pays ;
- une audiothèque centrale située à Bamako ;
- un réseau de personnels appelés « chercheurs-démonstrateurs » assurant l'interface entre les structures de terrain et la centrale ;
- un wagon audiothèque dans le train-bibliothèque qui dessert les villages entre Bamako et Amédédé.

■ Les audiothèques villageoises

Ce sont des lieux de proximité pour la collecte et l'échange des savoirs, ainsi que des espaces où s'élaborent les actions de développement impliquant immédiatement et concrètement la collectivité.

Au cours d'une enquête préalable, les villages sont choisis, notamment en fonction de leur rayonnement en direction des localités de leurs alentours : existence d'infrastructures routières et fluviales, cohésion sociale favorisant le dynamisme et l'ouverture aux autres. Cette recherche préliminaire permet également d'identifier les initiatives les plus rapidement réalisables pour l'amélioration des conditions de vie, les besoins d'information les plus urgents au niveau de chaque groupe d'âge, les personnes-ressources et leaders potentiels sur lesquels s'appuyer : 25 villages sont sélectionnés en 1983, ils sont 95 à la fin de 1986.

Chaque communauté se dote d'un comité du savoir oral chargé d'organiser l'ensemble des activités et d'assurer

l'interaction entre les différentes fonctions de l'audiothèque. Il est composé du chef de village, des délégués des associations villageoises et de détenteurs des savoirs traditionnels et modernes : le guérisseur, la matrone, le griot, mais aussi l'instituteur, l'infirmier, des partenaires du développement, etc.

Ce conseil des sages choisit en son sein des jeunes gens et jeunes filles volontaires qui vont devenir les animateurs-audiothécaires.

Une audiothèque dispose de deux radio-cassettes, de piles et diverses fournitures, d'un ensemble de documents sonores prêts à être diffusés et d'un stock de cassettes vierges. Ces deux types de cassettes servent de support à deux grands secteurs d'activité.

♦ *Des séances d'écoute-action*

Les hommes, les femmes et les jeunes de la communauté se réunissent généralement en trois groupes distincts et en trois lieux différents pour écouter une cassette enregistrée à leur intention. Les documents didactiques qui leur sont proposés sont produits par les services de l'Etat, de la radio ou d'autres organismes à partir des besoins précédemment recensés. Ils sont traduits en langues nationales et traitent de sujets diversifiés : la santé, l'hygiène, l'élevage, l'agriculture, les eaux et forêts, la désertification, etc. Les messages sont clairs, entrecoupés de musiques traditionnelles et ponctués de questions destinées à susciter la discussion.

L'animateur entretient et encadre le débat en veillant à respecter la hiérarchie de la prise de parole, du vétéran à ceux qui le suivent en âge. Il doit solliciter en permanence la comparaison avec la tradition et provoquer la confrontation entre ce qui est donné à entendre et ce que le groupe peut se révéler à lui-même en énonçant son propre savoir et en analysant ses pratiques.

Puis des propositions sont faites et des projets s'esquissent : un enregistrement sur le déboisement abusif peut, par exemple, conduire à l'adoption de foyers améliorés sur tout le territoire.

Le rythme des séances est variable, il avoisine en moyenne une séance par semaine mais dépend largement du dynamisme de l'audiothécaire villageois. Une

visite effectuée en 1991 dans deux localités, Karako et Sikoro, révèle que sur une période de cinq mois, l'une a réalisé cinq séances d'écoute collective et l'autre vingt.

Le talent de ces animateurs, bénévoles et peu formés, conditionne également le degré de participation des habitants et la qualité des projets mis en œuvre.

Des séances d'écoute autour du chef du village



♦ *Le recueil des savoirs et savoir-faire traditionnels accumulés sur des cassettes vierges*

Dans un mouvement de réciprocité, le village, qui reçoit des informations envoyées par les techniciens de la ville-centre, produit lui-même des cassettes destinées à promouvoir à l'extérieur les savoirs dont il est porteur.

C'est en ce domaine que le comité du savoir oral peut jouer pleinement son rôle de guide :

- il désigne les personnes-ressources : ses propres membres, les hommes et les femmes du secteur qui font autorité dans le domaine concerné ;
- il élabore une méthodologie et un canevas que l'animateur devra suivre lors des enregistrements ;

- lorsque la collecte est terminée, il auditionne les cassettes et en analyse le contenu ;
- il décide si les documents peuvent être acheminés vers l'audiothèque centrale, s'ils doivent être complétés ou totalement repris et selon quelles modalités.

Une fois validée, la cassette est adressée à Bamako. Elle est accompagnée d'un commentaire généralement élaboré par un spécialiste du domaine concerné. Ce rapport est enregistré en langue nationale.

Les audiothèques rurales produisent ainsi tous les documents de leur choix mais peuvent aussi corriger, à la lumière des traditions, les cassettes d'information qui leur sont adressées par la centrale et qui semblent incomplètes ou contestables après que leur contenu ait été discuté collectivement ou que les orientations préconisées aient été expérimentées.

De 1982 à 1987, 998 cassettes ont été produites, dont 574 sur le savoir et le savoir-faire traditionnels.

Parallèlement à leurs activités, les audiothèques sont invitées à rechercher les moyens d'autofinancer rapidement leur fonctionnement. C'est le comité du savoir oral qui propose des activités destinées à permettre l'entretien et la maintenance des équipements, le renouvellement du matériel consommable, la formation des audiothécaires. Ainsi, des champs collectifs ont été créés en pays bamanan, des journées de vente de lait se sont déroulées en pays peuhl et des journées de pêche ont eu lieu en pays bozo. En pays soninké, des collectes de mil ont été organisées. Ces actions sont cependant demeurées ponctuelles et ont souvent été abandonnées lorsque la sécheresse a porté à son comble les problèmes de survie auxquels les villageois étaient confrontés.

■ *L'audiothèque centrale*

Elle organise, au plan national, l'archivage et la valorisation des documents sonores produits au niveau des villages et leur distribue en retour les cassettes d'information technique qu'elle a fait réaliser par les services de l'Etat et organismes compétents.

Cette structure centrale comprend au démarrage une

petite équipe qui travaille sous la double autorité du directeur du projet et d'un comité national des audiothèques où sont regroupés les services de l'Etat.

C'est ce comité qui doit programmer les actions prioritaires à engager et les cassettes thématiques à produire, c'est lui qui devrait garantir à cet échelon l'intégration des actions de collecte, d'information, d'éducation et de formation. Toutefois, il semble qu'il n'ait pas pu réellement fonctionner.

Le personnel de l'audiothèque centrale réceptionne les cassettes issues des villages et les fait valider par les instances nationales. Il procède ensuite au traitement documentaire : élaboration de la fiche technique, mention de la langue, des responsables aux différents niveaux et de tout autre élément d'identification, attribution d'une cote, etc.

Après inscription de la cassette dans le registre d'entrée inventaire, le document figurera au catalogue auteur et matière. Il pourra alors être écouté sur place, copié sur demande et diffusé vers les villages parlant la même langue.

Pendant la phase expérimentale, cette audiothèque est provisoirement installée dans un petit local du ministère des Sports, des Arts et de la Culture et fonctionne grâce à du matériel prêté par les services de l'Etat.

En 1983, il est prévu qu'elle devienne à moyen terme :

- un centre de recherche et de documentation écrite contenant tous les ouvrages actuellement dispersés dans une diversité d'institutions nationales et internationales (livres sur les différentes régions, cartographies, textes relatifs au développement rural, manuels traitant des traditions et des techniques artisanales, archives photographiques et filmiques, etc.) ;

- un centre de documentation orale disposant :

- de la transposition sur cassettes des écrits proposés au public et de toutes sortes d'ouvrages concernant chaque région du pays ;

- d'une copie des cassettes enregistrées dans les villages, des originaux des « cassettes-rapports » de chaque spécialiste et d'un exemplaire de leur traduction en langue locale ;

- de tout autre document sonore susceptible d'intéresser la collectivité, les formateurs, les chercheurs et tous types d'organismes spécialisés ;
- d'un centre d'expérimentation pédagogique qui élaborera des cassettes :
 - pour la formation des responsables des centres d'alphabétisation ;
 - pour la pré-formation des animateurs.

■ Un réseau de chercheurs-démonstrateurs

Ils doivent assurer la relation entre l'organisme central et les audiothèques villageoises en facilitant en permanence la communication entre les deux échelons : à titre d'exemple, ce sont eux qui transmettent à Bamako les cassettes élaborées localement tout en les commentant et en aidant à leur identification. Par ailleurs, ils sont responsables de la cohésion du système à la base. Chacun d'eux encadre six audiothèques rurales auprès desquelles il se rend environ une fois par trimestre pour vérifier les équipements, contrôler les connaissances acquises, évaluer les animations et projets. Les chercheurs-démonstrateurs sont des fonctionnaires du ministère de la Culture généralement natifs de leur zone d'intervention et parlant la langue du milieu. Ils reçoivent une formation complémentaire dans un ensemble de disciplines : animation rurale, dynamique de groupe, alphabétisation en langues nationales, techniques d'enregistrement et de collecte, maintenance des appareils, etc.

Leur rôle est essentiel, ils doivent non seulement apporter aux villageois une assistance technique indispensable mais aussi former les animateurs bénévoles. Pourtant leur présence sur le terrain se traduit en visites ponctuelles et espacées, leurs compétences demeurent souvent insuffisantes.

■ Un wagon-audiothèque

Une audiothèque itinérante, dans le train bibliothèque qui dessert les villages situés entre Bamako et Amédédé, doit offrir aux habitués de la bibliothèque des programmes en libre accès, organiser des écoutes collectives en direction de publics plus ciblés, effectuer de nouveaux

enregistrements à chaque halte. Elle est conçue comme un prototype destiné à préfigurer un projet nouveau en direction des populations nomades.

■ Un projet limité dans le temps

Le projet n'a pas connu d'extension significative à l'issue de la phase financée par le PNUD et l'UNESCO en 1986.

Parmi les facteurs de stagnation, les rapports officiels mentionnent :

- le choix des chercheurs démonstrateurs : leur recrutement s'est réalisé dans l'urgence sans qu'aient toujours été prises les précautions utiles quant à leur motivation et à l'éventail de leurs compétences ;
- le choix des animateurs de terrain, parfois aléatoire, et leur manque de formation dans le domaine des techniques d'animation ;
- l'absence d'une réelle coordination intersectorielle ;
- le rattachement à un seul ministère de tutelle, essentiellement représenté par sa division du patrimoine ;
- une conjoncture économique défavorable qui a simultanément limité les capacités financières du gouvernement et réduit les possibilités de contribution des communautés rurales.

Les rapports semblent toutefois indiquer que le projet a bien rempli ses objectifs au niveau du micro-développement. Le millier de cassettes réalisées constitue à lui seul un résultat tangible dans le domaine de la conservation des savoirs.

« On a constaté également une nette amélioration de la situation économique, sociale et culturelle des villages audiothèques par rapport aux autres localités.

Des enregistrements sur les variétés de céréales hâtives, la production des semis, les techniques de labour, la vaccination du bétail, la constitution de fourrages, le recours aux boeufs de labour... ont largement été diffusés et leurs enseignements appliqués. Il en va de même de thèmes comme les foyers améliorés – un rapport de 1986 indique la construction de 162 foyers dans trois villages

en l'espace de quatre mois – la protection du milieu naturel, la construction de centres d'alphabétisation, la salubrité publique etc. Pour toutes ces réalisations, les villages audiothèques apparaissent comme des villages pilotes. »⁽¹⁾

L'audiocassette : maniabilité et disponibilité



Par contre, à un niveau plus global les informations se font plus rares. La transcription des cassettes n'a pas commencé, les relations avec les écoles expérimentales en langues nationales et les centres d'alphabétisation fonctionnelle ne se sont pas encore établies, les contacts pris avec les institutions et organismes nationaux et internationaux ont parfois donné lieu à des manifestations de bonnes intentions mais n'ont pas été suivis d'actions conjointes, l'audiothèque centrale n'est jamais réellement sortie de son état provisoire.

(1) Information documentaire et communication à la base – CRDI/ ENDA, 1989

♦ Et puis... et puis encore...

Comment confronter les résultats obtenus aux ambitions du projet initial ?

Tout porte à croire que l'opération était d'autant plus passionnante à construire intellectuellement qu'elle était impossible à réaliser. On a bâti peut-être avec délectation, autour d'un seul outil et d'un dispositif contraignant, un édifice superbe et totalisant.

Bien que digne d'intérêt par bien des aspects, la proposition technique semble ici avoir fait l'objet d'une fascination excessive. L'audiocassette devait pouvoir résoudre tous les dysfonctionnements économiques avant même que ces déséquilibres n'aient été complètement analysés et avant même que le remède n'ait été étudié : quelles caractéristiques, quelles imperfections, quels usages prioritaires et quelles possibilités existe-t-il réellement d'appropriation de cet instrument moderne ?

Dans le domaine du développement, on est habitué à cette tendance à proposer des réponses techniques à des problèmes qui ne le sont pas ou ne le sont qu'en apparence et partiellement. Ainsi peut-on édifier des utopies et inventer de véritables griots électroniques lorsque l'homme, et lui seul, est au centre des débats.

♦ De l'autre côté du miroir

« Au Mali, la transmission des savoirs obéit à des règles immuables et parfois très éprouvées. Dans le domaine de la santé ou de la chasse, par exemple, les détenteurs de la « science » ne la révèlent qu'à un parent proche, très proche, et au crépuscule de leur vie pour les traitements particuliers. Il y a un vrai problème de rétention de l'information. On considère que celui qui se dépouille de son savoir au profit de la collectivité n'est plus utile. En effet, son rôle est intimement lié au caractère secret et ésotérique de son savoir ; cette pratique tend parfois à s'estomper mais elle reste de règle partout où la tradition est très forte. Tout comme l'information, le savoir se transmet oralement, à l'occasion des veillées nocturnes pendant la période des récoltes ou lors de palabres sur la place publique... La transmission peut également se faire lors de cérémonies telles que baptêmes, circoncisions ou mariages.

Il est en tous cas rare de voir des savoirs jalousement gardés transmis de façon ordinaire ou banale. De même, toutes ces connaissances sont presque exclusivement véhiculées en l'absence des « étrangers », c'est-à-dire des éléments extérieurs au groupe de base.

Pour qui connaît l'importance des magiciens, chiromanciens, hommes de sciences occultes dans les sociétés traditionnelles africaines, cette réticence à partager la science avec les autres est tout à fait compréhensible. Elle demeure hélas un handicap certain pour toute forme d'information et d'échange entre groupes. »⁽¹⁾

Le projet audiothèques rurales du Mali a pris, à cet égard de nombreuses précautions : un comité du savoir oral, des animateurs issus de la communauté, des lieux de paroles généralement organisés par groupes d'âge, un souci permanent de ne pas perturber l'organisation et les pratiques sociales.

Mais que faire pour assurer que la cassette gardera le secret alors qu'elle dispose intrinsèquement du formidable pouvoir de se reproduire et de se répandre partout comme une traînée de poudre ?

• Pour en savoir plus sur ce sujet, se reporter aux documents n°s 11, 12, 13, 14, 15 et 19 de la bibliographie à la fin de cet ouvrage.

(1) Etude sur les besoins en information et en communication des groupes de base au Mali. Oumar Maoga, 1990.

Conclusion

Cet état des lieux ne saurait rendre compte de tous les usages possibles de l'audiocassette. Nous avons choisi de mettre en lumière ceux qui nous semblent les plus pertinents. Beaucoup d'autres se révéleront sans doute. Certains ont volontairement été mis entre parenthèses. C'est le cas de la formation :

L'audiocassette est souvent valorisée en ce domaine, notamment lorsqu'il s'agit de doter des médiateurs (éducateurs, vulgarisateurs, responsables villageois...) de matériels didactiques destinés à être utilisés dans des contextes de formation de groupe. La cassette paraît alors fournir un élément de réponse à l'insuffisance de personnels spécialisés, une initiation rapide au fonctionnement de l'appareil devant faciliter l'accompagnement d'un contenu construit, formalisé et maîtrisé ailleurs.

Cela ne nous semble pas cependant suffire à désigner l'audiocassette comme un véritable instrument de formation. Elle sert davantage d'aide-mémoire à une personne, souvent formée grâce à un ensemble de supports, en tous cas dotée d'une compétence propre qu'elle transmettra au minimum par sa présence physique, ses mimiques, une manière de se montrer et de donner quelque chose à voir.

L'apprentissage des langues constitue un exemple intéressant et spécifique d'utilisation de la cassette puisqu'il est question d'apprendre à reproduire des sons et à savoir dire. Lorsque d'autres types d'acquisitions, notamment de savoir-faire sont en jeu, la démonstration visuelle s'impose par tout autre mode d'illustration disponible.

La cassette sert, appuie et complète les programmes de

formation ; le document sonore ne constitue pas un outil didactique d'excellence.



Au terme de ce rapide voyage auquel nous a convié ce média de poche, il nous semble que l'outil, malgré son peu de prestige, peut accéder à la distinction parce qu'il présente des spécificités incontestables, deux d'entre elles méritant d'être rappelées :

■ *La capacité de mémoire et de conservation*

Il demeure évident que les savoirs détenus par les sociétés de culture orale se transmettent prioritairement par le verbe. Il est important d'affirmer que ces sociétés ne peuvent être considérées comme des terrains éducatifs permanents par les détenteurs du savoir écrit.

Le fait de proposer aux « maîtres de la parole » de s'imposer comme des interlocuteurs à part entière et de faire connaître à l'extérieur ce qu'ils sont et ce qu'ils savent est à la base d'un échange minimum entre les deux moitiés du monde.

Dès lors, tous ces savoirs et éléments du patrimoine culturel auquel on se réfère sans cesse intuitivement devraient légitimement se conjuguer avec des démarches scientifiques visant à les connaître réellement, à les répertorier, à les conserver et à les restituer.

Les planificateurs et organisateurs de programmes de développement eux-mêmes ne peuvent agir efficacement sans disposer d'informations fiables sur la façon dont les problèmes sont vécus, analysés et parfois résolus par les populations auxquelles ils veulent s'adresser.

C'est un volet important de ce qu'a voulu entreprendre le projet Audiothèques rurales du Mali et c'est ce qu'il a partiellement réussi à concrétiser.

C'est la contribution qu'à apportée à Thiès (Sénégal) le père Jacolin, en enregistrant les donneurs de voix et en élaborant un « corpus de la parole paysanne ».

C'est à cet objectif que pourrait également contribuer la radio rurale du Burkina Faso après avoir archivé plus de

2 500 « éléments de culture orale et de sauvegarde du patrimoine national », tout en s'interrogeant sur les moyens de les mettre en valeur et de les diffuser aux publics.

Que la formule audiothèque soit ou non pertinente, une piste s'ouvre vers la nécessaire mise en mémoire du monde rural, des projets s'ébauchent, qui restent encore théoriques. C'est peut-être dans cette direction que l'on peut entrevoir l'un des possibles avènements de l'audiocassette. Celui-ci ne saurait se construire à partir d'un vaste système posé sur le papier, mais plutôt pas à pas, au fil des tâtonnements et des expérimentations successives.

■ *La possibilité de rétroaction*

Cette faculté de donner la réplique et d'instaurer le dialogue fait de l'audiocassette un instrument complémentaire de la radio, toujours à la recherche de la rétroaction des auditeurs et de tranches de vie à faire partager.

En ce domaine, les pratiques et les enseignements du terrain ne manquent pas, comme le rapporte le père Pickery de Radio-CANDIP : « *Durant plus de dix ans, nous avons eu l'occasion d'expérimenter et de créer en expérimentant* ». Nous ne reviendrons pas sur ce point, tous les exemples que nous avons analysés dans le chapitre « *communication interactive* » sont éloquents sur ce sujet.

Il est toutefois utile de souligner les contraintes qui pèsent sur les initiatives de type forum ou radio-club à partir du moment où elles sont mises à l'épreuve du temps. Ces lieux d'échange et d'action supposent une organisation rigoureuse et peuvent difficilement se développer sans la présence d'une équipe de professionnels susceptibles de former des relais formant à leur tour des usagers. La spontanéité ne suffit pas.

Dans les cassettes-forums sud-américains, une partie du matériel sonore est réalisée par des animateurs professionnels tandis que l'autre volet est monté à partir des enregistrements effectués par les groupes.

Radio-CANDIP favorise par tous les moyens la liberté d'expression, mais ne laisse rien au hasard. Les activités sont structurées du sommet à la base, de l'équipe de journalistes aux radio-clubs en passant par les mini-studios. Chaque échelon dispose de ses émissions, de ses animateurs, d'un système de formation et auto-formation et

les croisements sont savamment orchestrés. Par ailleurs l'information circule de façon multiforme, la revue *Jumbo* tire à 7 000 exemplaires, les brochures et fiches thématiques sont largement illustrées et tous ces supports contribuent à forger le sentiment d'appartenance à la maison mère.

Ces conditions d'ordonnement et de professionnalisme nécessitent beaucoup d'énergie, de temps, et bien sûr... d'argent. Il est toujours indispensable de prévoir les modalités, jamais évidentes, d'une autonomie financière et d'une capacité à générer des ressources propres, qui peuvent seules garantir la permanence des activités.

L'accumulation de documents sonores suppose également, dès qu'elle s'inscrit dans le long terme, un travail de gestion indissociable de la pratique de l'écriture. Il faut pouvoir identifier les bandes (qui parle, de quoi, combien de temps... ?), les accompagner d'une analyse de contenu et de tous repères pouvant en faciliter l'utilisation. Ainsi, même les équipes radio/clubs d'écoute les plus dynamiques se trouvent mises en risque dès lors qu'elles sont confrontées au « dur désir de durer ».

A ce « prix » ces communautés peuvent alors sortir quelque peu de leur isolement, exercer leur droit à la communication, se parler et s'enseigner mutuellement. Indéniablement dans le domaine du développement l'audiocassette est un moyen de communication et d'information dont doivent se saisir des groupes d'affinité dispersés fortement caractérisés sur le plan de leur langue, de leur culture et de leurs pratiques sociales.



On note aujourd'hui une tendance à donner une place à l'audiocassette dans le cadre de démarches plus globales, s'appuyant sur un ensemble de supports, modernes autant que traditionnels.

La possible réactivation des audiothèques rurales du Mali est vraisemblablement le signe d'une telle évolution.

En octobre 1993, le gouvernement du Mali organise, avec le soutien du PNUD et de la FAO, un atelier national devant formuler une politique de communication pour le développement. Parmi les recommandations de l'atelier, celles

qui concernent l'usage des médias esquissent un ensemble multipôle :

- ♦ le Centre de services de production audiovisuelle (CESPA), installé à Bamako, ayant vocation à réaliser des matériels audiovisuels en direction du monde rural et à former des spécialistes de la communication pour le développement ;
- ♦ la radio rurale dont l'activité doit être relancée et les moyens renforcés ;
- ♦ la presse rurale en langues nationales ;
- ♦ les formes artistiques et culturelles traditionnelles d'expression et de communication : théâtre villageois, musique, littérature orale, etc. ;
- ♦ les audiothèques rurales, qui doivent être redimensionnées.

Tous ces outils sont destinés à se répondre pour :

- ♦ offrir aux populations une diversité de vecteurs d'expression, d'accès aux savoirs, de création et de dialogue ;
- ♦ proposer aux promoteurs de la communication pour le développement une batterie de moyens pour construire leurs interventions.

Ce type de stratégie peut aller au-delà et concerner d'autres territoires. Il se retrouve en tous cas dans la préoccupation de participation populaire au développement préconisée par la FAO.

Cette approche participative, expérimentée notamment dans la mise en œuvre de projets agroforestiers en Afrique sahélienne, veut privilégier la responsabilisation des populations pour qu'elles analysent elles-mêmes leurs problèmes, s'organisent, choisissent des actions appropriées et les conduisent. Les outils disponibles pour accompagner la démarche sont de trois ordres :

- les moyens de communication de masse : radio nationale, radios régionales, radio rurale, télévision nationale, presse écrite nationale et régionale, en français et en langues nationales, affiches... ;

- les moyens audio-scripto-visuels de communication de groupe et interpersonnelle : diaporamas, collections de diapositives, diapolangage, films fixes, vidéo, audiocassettes, flanellographes, tableaux d'images, brochures, panneaux, carte du terroir villageois, albums photo villageois... ;
- les moyens de communication traditionnels et/ou communautaires : théâtre villageois, assemblées villageoises, contes proverbes et devinettes, musique et chants communautaires, visites inter-villageoises.

La démarche participative comporte plusieurs étapes, depuis la connaissance du milieu, jusqu'à l'évaluation, en passant par la programmation et les modalités de prise en charge de l'action identifiée. Chacune de ces phases met en correspondance les objectifs à atteindre et les potentialités des outils disponibles. Ainsi l'audiocassette, appréhendée comme outil de communication entre les groupes et les personnes, peut permettre :

- d'utiliser le canal de la communication orale ;
- de donner la parole aux villageois sans passer par la traduction d'une langue intermédiaire ;
- de faciliter l'auto-analyse des réalités du milieu ;
- de créer une mémoire au niveau du village ;
- de permettre aux animateurs et au projet de mieux connaître le village.

Il en résulte un certain nombre d'utilisations privilégiées. Parmi celles-ci retenons la proposition de recourir à la cassette pour créer une mémoire vivante du projet en train de se faire.

L'audiocassette, au même titre que la carte du terroir villageois pourrait contribuer à recueillir les informations nécessaires à la constitution d'une monographie de l'espace villageois. Elle joue alors le rôle de document sonore de référence susceptible d'être enrichi au fur et à mesure de l'avancée du projet.

Ailleurs, cette fonction de mémoire d'un projet et d'un village est reprise par J.Y. Clavreul, conseiller en communication. A travers son expérience sur le terrain en Afri-

que de l'Ouest, celui-ci estime avoir vérifié l'intérêt de la cassette pour enregistrer les réunions de synthèse jalonnant la conduite d'une action.

Il conseille toujours d'utiliser un micro sans fil accordé sur une fréquence FM pour sonoriser la séance. Les décisions sont enregistrées, les responsabilités de chacun sont précisées. Ce rapport oral vaut à la fois engagement des membres devant la communauté et contrat avec les institutions. Il est parfois communiqué à d'autres villages et peut être relayé par la radio.

Cette nouvelle forme de contrat paraît intéressante à plus d'un titre. En effet, en tous lieux et en tous temps, le contrat écrit est fréquemment rédigé par l'une des parties et accepté par l'autre.

Que l'inégalité naisse du recours à l'écrit ou de l'utilisation normative d'un langage codé, il y a souvent dans un texte des éléments qui freinent la compréhension et entraînent un déséquilibre entre les contractants. Ici, au contraire, chacun parle dans son langage, en sachant à quoi il s'engage et le fait au micro, c'est-à-dire publiquement et devant ses pairs. Ce faisant, il passe contrat : avec lui-même, avec les membres de la communauté, avec les institutions qui participent au projet.

La prise en compte de l'audiocassette au sein de stratégies multimédia est un signe de la reconnaissance de toutes les composantes des cultures dites orales, bien au-delà du seul domaine de la parole.

La place du petit instrument peut encore bouger tant son pouvoir reste important. A partir du moment où un individu ou un groupe désire propager clandestinement ses idées au sein d'une société, sinon prendre le pouvoir, il utilise la cassette et celle-ci, très vite, prend des allures de média de masse.

Immense pouvoir ! Celui qui a servi à l'Ayatollah Khomeini avant la révolution islamique iranienne, celui qui sert encore la mémoire du président guinéen Sékou Touré, décédé en 1984, et dont on entend toujours les discours sur les marchés africains.

Plus récemment au Sénégal : «*En février 1993, lors de la campagne présidentielle, Mustapha Sy, membre d'une des grandes familles religieuses du pays, prend violemment à partie le chef de l'Etat, dans un discours sur cassettes diffusé dans tout Dakar. Depuis, ses partisans sont devenus membres de la coordination démocratique (Cfd), qui regroupe l'essentiel des forces d'opposition...* »⁽¹⁾

Il s'agit bien de propagande, l'un des rares domaines où l'audiocassette se trouve investie d'une telle puissance.

Mais que dire des musiques, des récits des conteurs, des cérémonies familiales, etc. Nous sommes ici dans un autre champ spécifique : celui de la culture et des loisirs.

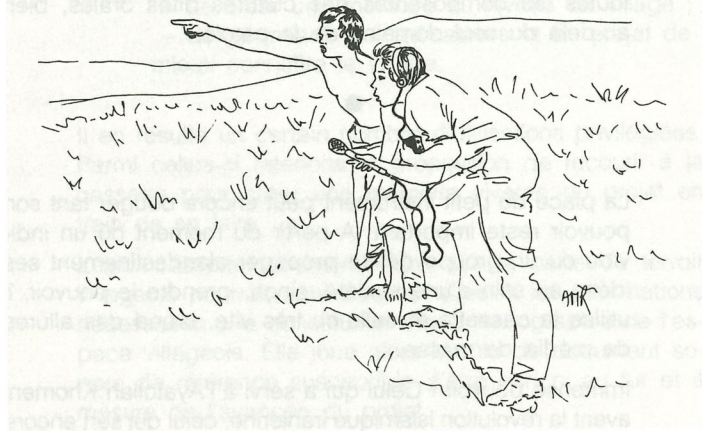
Pourtant, la plupart de ces manifestations ont quelque chose en commun : elles associent souvent une même technique à un identique génie du verbe pour captiver un public. Ce n'est sans doute pas un argument négligeable.

Quoiqu'il en soit, il reste peut-être encore des usages, des messages et des formes à inventer.

Nous avons donné quelques exemples, retracé des itinéraires, le sujet n'est pas clos.

A vos cassettes... !

L'audiocassette : un média de terrain



(1) *Jeune Afrique*, n° 1729, du 24 février au 2 mars 1994.

Pour en savoir plus

Quinze idées d'utilisation

Quelques pistes d'utilisation de la cassette :

- ♦ Le recueil d'information et la mise en mémoire lors d'une étude de milieu.
- ♦ Le procès-verbal de la constitution d'une association villageoise. Chaque membre se nomme, il explique ses responsabilités et ce qu'il fait pour contribuer à la vie du groupement.
- ♦ Le compte rendu d'une assemblée générale afin que les participants puissent réécouter quand ils le souhaitent les recommandations faites pour l'avenir.
- ♦ La traduction de dossiers techniques en langues locales.
- ♦ L'enregistrement de séances organisées autour d'un support visuel : montage de diapositives, tableau de feutre, etc. Il est alors indispensable de décrypter les cassettes et de relever tous les mots-clés qui peuvent provoquer une prise de conscience, relancer le débat et l'action sur des axes forts.
- ♦ Le témoignage : un membre d'une communauté fait part d'une expérience dont il souhaite transmettre les enseignements à d'autres.
- ♦ L'interview : on conçoit une mise en scène dont les acteurs sont des villageois ou des personnes-ressource spécialisées dans le domaine concerné. Cette cassette peut introduire des discussions et animer des rencontres ou soirées-débats.

- ♦ L'animation des marchés et des magasins : chaque semaine, les villageois vont au marché pour acheter, échanger et s'informer. Il peut être utile d'éditer des documents sonores suscitant la réflexion sur des thèmes liés aux activités de la saison : la cassette témoignage et la cassette interview sont alors particulièrement appropriées.
- ♦ La sensibilisation associée au divertissement : il est souvent séduisant de pouvoir alterner chants, thèmes éducatifs et musiques. Il est également possible de demander à des conteurs ou chanteurs populaires d'exercer leur art sur des thèmes éducatifs mais ceci nécessite une importante préparation et la formation réciproque du technicien et de l'artiste.
- ♦ La chronique audio où les villageois échangent leurs expériences, évoquent leurs problèmes et explicitent leurs projets.
- ♦ Le dialogue entre les communautés et les professionnels de la radio.
- ♦ En lien avec la radio, la création et la diffusion de microprogrammes susceptibles d'être écoutés et réécoutés à loisir.
- ♦ L'appui à une action de formation, notamment pour rafraîchir la mémoire des participants et sensibiliser les personnes qui n'ont pas pu prendre part à la session.
- ♦ La circulation de l'information entre un organisme et son réseau de techniciens, éducateurs ou vulgarisateurs éclatés en des lieux dispersés du territoire.
- ♦ La constitution d'une « cassetteothèque », lieu de mémoire et d'accessibilité aux enregistrements des savoirs et autres éléments du patrimoine culturel.

Lexique

Information : Situation de communication visant à véhiculer des idées, des techniques, des services nouveaux. Opération de recueil, traitement et transmission de données utilisant des supports et dispositifs diversifiés selon les objectifs et les publics concernés.

Sensibilisation : Phase préalable à toute action de mobilisation ou de vulgarisation. Démarche destinée à éveiller un désir ou à déclencher un questionnement sur des problèmes intéressant la collectivité la plus large.

Opération consistant à rendre « sensibles » des manières d'agir ou nécessités de changement au moyen de procédés et formulations propres à émouvoir et séduire.

Vulgarisation : Transmission de connaissances, de techniques et savoir-faire complexes en langages et modes d'expression accessibles à un public non spécialisé.

Communication interactive : Echanges et confrontations d'idées entre des individus et des groupes qui possèdent chacun et réciproquement les outils indispensables au dialogue.

Opération qui consiste à mettre à disposition d'une population les moyens de prendre la parole, d'exprimer ses attentes, ses doutes et ses projets, de débattre avec les autres.

Bibliographie

1. *Kazeten ar vro plin* : une stratégie de communication.
Un journal parlé breton

Loïc BARBEDETTE. POUR, n° 79, sept.-oct. 1981, pp. 43-45.

2. La passion radio ; 23 expériences de radio participative
et communautaire à travers le monde.

Pascal BERQUÉ, Evelyne FOY et Bruce GIRARD. Coll. Ateliers
du développement, Syros, Paris, 1993, 276 p.

3. L'audiocassette, voix de résistance au Brésil.

M.F. KOULOUMDJIAN, L. BUSATO. Grenoble, ELLUG (Ed. Litté-
raires et linguistiques de l'Université de Grenoble 3), 1987,
94 p.

4. Du poular au français. Livrets 1 et 2.

P. DESHAYES, S. DIALLO, A. KA. Paris : GRDR, AFVP, nov.
1987, 75 p., 58 p.

5. Au Zimbabwe, le projet *development through radio* ou
l'accès de la radio nationale à la population rurale.

L'express (Maurice), 15 avril 1993, pp. 6-7.

6. Les moyens audiovisuels pour l'animation en milieu rural.
Réflexions, hypothèses et expériences en Afrique.

J.Y. CLAVREUL. Thury-Harcourt (14), IRFAC, 1972, 67 p.

7. Dix ans de Radio-CANDIP au service des populations rurales (1977-1987).

Jan PICKERY, Institut supérieur pédagogique. Bunia-Ituri (Zaïre) : Institut supérieur pédagogique, 1988-93, 50 p.

8. « Mini-studios pour le développement rural ».

Jan PICKERY, Institut supérieur pédagogique
Bunia-Ituri(Zaïre) : Institut Supérieur Pédagogique, 1991, 50 p.

9. Le miroir médiatique : un outil « approprié » pour la formation dans les pays en voie de développement ?

M.F. KOULOUMDJIAN. *Education permanente*, n° 75, septembre 1984, pp. 127-139.

10. Turquie : un peu de mélo didactique sur cassette.

FAO. CERES, Rome, novembre-décembre 1981.

11. Audiothèques rurales. Rapport d'évaluation du projet MLI/80/010.

UNESCO ; PNUD ; République du Mali. DNSAC. Bamako (Mali), mars 1984, 23 p.

12. Audiothèques rurales. Mali. Résultats et recommandations du projet.

UNESCO, PNUD. Paris, UNESCO, 1987.

13. Audiothèques rurales au Mali.

W. AMT. Development communication report, n° 3, 1987, p. 10.

14. Les audiothèques : un outil simple mais révolutionnaire au service du développement.

M. RAHNEMA. Rusiba (UNESCO), vol. 4, n° 3, juil.-sept. 1982, pp. 164-171.

15. Alphabétisation contre les « analphabètes » ?

M. RAHNEMA. IFDA Dossier, n° 31, sept.-oct. 1982, pp. 3-16.

16. Education et formation coopératives. Techniques de production et utilisation des aides pédagogiques. N° 2 : la cassette.

République du Burundi. Ministère du Développement rural. Département de formation coopérative.

Bujumbura (Burundi), Service Education et formation coopératives, 1983, 22 p.

17. Communica-son : l'audiocassette, media du temps présent. Communication au congrès INFORCOM, mars 1984.

Ecully (France), CNRS, 1984, 6 p.

18. Le livre par les gens. Extrait de Le projet de presse rurale en Tanzanie : de la postalphabétisation vers l'information.

UNESCO, (s.l., s.n.), pp. 9-10.

19. Information documentaire et communication à la base.

Raphaël NDIAYE, Jacques BUGNICOURT, Laya DILOULDE. CRDI/ ENDA, Dakar, 1989, 183 p.

20. Communication strategies for rural development: a case study of the use of campaigns in Lesotho.

FAO. Rome, FAO, 1990, 49 p.

21. Technical assistance on tape: a communication system for rural development.

R.D. COLLE ; R.G. TERZUOLA ; S. FERNANDEZ.

FOCUS (Technical cooperation, international development review), n° 3, 1975, pp. 20-24.

22. Cases studies in cassette communication.

R.D. COLLE. Ithaca, N.Y. (US), Cornell University, 1977, 23 p.

23. Reaching out : the role of audiocassette communication in rural development.

R. ADHIKARIA, R.D. COLLE. Singapore, AMICI, 1983, 58 p. (67 réf.).

24. Audio cassette listening forums. A participatory women's development project.

J. STANLEY ; A. LUNDEEN

Washington, Office of Women in Development, USAIE, (1978).- 92 p. +XVI p. Annexes.

25. Stretching manpower resources for non-formal education in rural development: a case study in communication.

R.D. COLLE, R.G. TERZUOLA, S. FERNANDEZ DE COLLE. S.L.S.N, 1075, 16 p.

26. Communicating scientific knowledge.

R.D. COLLE. Ithaca, N.Y. (US), Cornell University, 1987, 26 p.

27. The listening Forums Programme, Kenya: an additional dimension to communication Extension through women's groups. Extrait de : Communications for social development in Africa. A report of a UNICEF sponsored International Workshop held in Arusha, Tanzanie, déc. 1976.

T.H. GATARA. Communications for Social Development in Africa. UNICEF International Workshop. Arusha, Tanzanie. Décembre 1976. Nairobi, UNICEF Eastern Africa Regional Office, 1976, pp. 61-65.

28. Young people carry out Ghana project to collect traditional wisdom of the elders.

R.A. AGGOR, C. AKWAYENA. Convergences, vol. 18, n° 1-2.- pp. 50-57.

29. Audiocassettes: the user medium.

S. BANERJEE. Paris, UNESCO, 1977, 53 p.

30. Reaching out women: case studies and strategies.

R.D. COLLE, S. FERNANDEZ DE COLLE. Ithaca, N.Y. (US), Cornell University, 1977, 62 p.

31. Audiocassette listening forums. Third Quarterly report. May 1978 through July 1978.

(S.I.), USAID, 1978, 13 p.

32. Cassette-foro. Un sistema de comunicacion participativa. El metodo. Su aplicacion.

Montevideo, IPRU, 1978, 157 p.

33. La utilizacion del sonido en la educacion obrera.

OIT (Oficina Internacional del Trabajo). Genève, OIT, 1985, 121 p.

34. La communication participativa como praxis y como problema : la experiencia del cassette-foro.

7e seminario Latino Americano de teleduccion. Universidad. Centramericana Jose Simeon Canas. San Salvador, Noviembre de 1979.

M. KAPLUN. Cali (Colombie), 29-31 oct. 1984, 27 p.

Sommaire

5. Introduction

9. L'information

9. L'information journalistique

19. L'Information-sensibilisation

23. L'Information-vulgarisation

31. La communication interactive

32. Les cassettes forum

35. Les radio-clubs

47. Mémoire du monde rural

59. Conclusion

67. Pour en savoir plus

69. Quinze idées d'utilisation

71. Lexique

73. Bibliographie

**LE CENTRE TECHNIQUE DE COOPÉRATION
AGRICOLE ET RURALE (CTA)**

Le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale a été fondé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les Etats membres de l'Union européenne et les Etats du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Le CTA est à la disposition des Etats ACP pour leur permettre un meilleur accès à l'information, à la recherche, à la formation et aux innovations dans les domaines du développement agricole et rural et de la vulgarisation.

Siège :

Galvanistraat 9, Ede (Pays-Bas)

Adresse postale :

CTA, Postbus 380

6700 AJ Wageningen (Pays-Bas)

Tél. : (31) 8380 - 60400

Télex : (44) 30169 CTA NL

Télécopie : (31) 8380 - 31052

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR ROTATIVE
PAR L'IMPRIMERIE DARANTIERE
À DIJON-QUETIGNY
EN SEPTEMBRE 1994

Dépôt légal : 3^e trimestre 1994
N^o d'impression : 940-714